PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national du 26 octobre 1958

Sommaire

Le président (Georges Dardel) 1
Georges Brutelle 1
Marcel Mérigonde 6
M. Bonin 7
M. Nenon 9
M. Bailly 12
Georges Brutelle 13
Guy Mollet 16
Le président (Schmidt) 17
M. Lavergive (Côte d'Or) 30
M. Humberdot (Seine) 32
Christian Pineau 33
Guy Mollet 33

Séance du dimanche 26 octobre 1958 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Georges Dardel.
Assesseurs : Lebon (Ardennes), Comolli (Constantine), Michel (Dordogne).

Le président (Georges Dardel)

Camarades, nous allons ouvrir la séance malgré le petit nombre de présents, je m'en excuse.
La séance est ouverte. Depuis notre dernier Conseil national deux excellents camarades nous ont quittés : Jean Roux, secrétaire fédéral-adjoint du Loiret et Hubert Mourget (?), ancien député du Gard. A la mémoire de ces deux camarades je vous demande de respecter une minute de silence.
La parole est à Georges Brutelle.

Georges Brutelle

Camarades, je ne crois pas nécessaire de présenter un rapport pour un débat qui est limité à la tactique.
Généralement, nous nous prononçons sur la tactique dans des Conseils nationaux qui ont à leur ordre du jour un certain nombre d'autres questions ; la seule fois où nous avions eu à débattre uniquement de la tactique, le Conseil national avait commencé avec beaucoup de retard, à 11 heures du matin, et à midi un certain nombre de camarades ont trouvé la porte close ; je pense que si nous sommes sages nous pourrons terminer rapidement nos travaux aujourd'hui.
Je crois qu'il n'est pas nécessaire, en introduction, de m'étendre sur ce qu'est la loi électorale ; vous la connaissez tous.

Fondation Jean-Jaurès

Vous devrez certainement voir de plus près les questions concernant les suppléants, les incompatibilités.
De toute façon, sur les incompatibilités, je ne serai pas en mesure, à l'heure présente, de vous donner la liste ; je n'ai pas encore eu le Journal Officiel.
(On passe à Brutelle le Journal Officiel.)
En ce qui concerne ce que nous appelions les suppléants, que l'on appelle maintenant, dans le texte, les remplaçants, je crois qu'il y a peu d'observations à faire, sauf que ceux-ci ne deviennent parlementaires que dans le cas où le titulaire devient ministre, décède ou démissionne… (rumeurs)… Non, pas s'il démissionne.
Dans le cas où un député est candidat, par exemple, aux élections sénatoriales, il est dans l'obligation d'aller dans la nouvelle assemblée où il est élu.
C'est la raison pour laquelle le refus de considérer la suppléance en cas de démission constitue un barrage contre des manœuvres qui peuvent tendre à présenter un autre candidat, par exemple, pour le Sénat, de façon à faire passer le suppléant, et inversement à présenter ultérieurement comme candidat à la députation un sénateur qui refuserait d'entrer à l'Assemblée Nationale et laisserait ainsi sa place au suppléant.
Je crois que c'est la seule chose importante que nous ayons à retenir en ce qui concerne les suppléants.
En ce qui concerne les incompatibilités, notre ami Mérigonde vient de m'apporter le texte ; mais je vois qu'il est lourd et confus, il me serait difficile de vous en donner l'essentiel, sans en avoir fait une première lecture moi-même, et sans risquer de vous imposer la lecture complète. Je suggère que Mérigonde qui l'avait en sa possession et qui a dû le lire, vienne vous en faire l'analyse tout à l'heure, pour nous éclairer sur ce qu'il a retenu de ce texte.
En ce qui concerne le scrutin lui-même, je pense que la majorité du Parti devrait s'en trouver satisfaite, puisqu'à plusieurs reprises, depuis quelques années, nos camarades se sont prononcés, à la majorité, pour le scrutin d'arrondissement.
A l'expérience de ce scrutin, la majorité changera peut-être de camp, au bout de quelque temps, mais pour l'instant il n'y a pas de raison de penser qu'on ne puisse pas être satisfait, puisque c'était le vœu du Parti.
Je dois dire qu'en définitive, même ceux d'entre nous qui n'étaient pas arrondissementiers, qui n'étaient pas enchantés de la décision du Parti, sont bien obligés de considérer que, dans les circonstances présentes, étant donné les menaces d'autres modes de scrutin, c'est un excellent résultat d'être arrivé à ce scrutin d'arrondissement, car nous avons couru le risque du scrutin majoritaire de liste à deux tours, soit dans le cadre départemental, soit dans le cadre de circonscriptions un peu plus petites, et qui aurait comporté des listes soit de 3 ou de 4 candidats. Dans ces conditions-là nous nous serions trouvés écrasés, et mis devant le choix d'avoir à nous associer aux Communistes ou au bloc des Droites, dans la plupart des cas.
Si nous avions voulu essayer d'obtenir une représentation raisonnable à l'Assemblée Nationale, dans certains départements, il eût été possible au deuxième tour, avec un mode de scrutin triangulaire ou avec des alliances là où

Fondation Jean Jaurès

elles étaient faciles, de nous défendre, mais d'une façon générale le Parti aurait risqué de se trouver laminé.
La Droite se servait d'ailleurs de ce mode de scrutin pour essayer d'obliger le Parti Socialiste à prendre place dans un rassemblement des nationaux, un rassemblement sans programme.
Le mode de scrutin actuel a l'avantage, très certainement, de diminuer en grande partie les risques qui pesaient sur nous.
Il n'est quand même pas sans inconvénients, puisque nous voyons, un peu partout, le bloc des Droites tenter de se former, de nous mettre en difficulté.
Sans doute, sur le plan national, les appels de M. Duchet n'ont pas conduit à grand chose. On n'est pas arrivé à des résultats excellents, à l'échelon national, entre les partis de la Droite.
Mais nous voyons se reconstituer, dans les départements, une tentative qui, peut-être, ne sera pas couronnée de succès brillants car nous avons l'habitude de voir les Droites se diviser assez facilement, mais pour l'instant, nous sentons, dans nombre de départements, une tentative de former un bloc dont le toit n'est plus seulement de faire que les Communistes, les extrêmes des deux côtés, Communistes et Poujadistes, pâtissent du mode de scrutin, mais que les Socialistes se trouvent eux-mêmes acculés à la troisième position dans de nombreux cas où la division habituelle des Droites les aurait amenés à la seconde.
Il y a ici une opération contre laquelle nous aurons à nous défendre dans un certain nombre de départements et dont, je pense, beaucoup d'entre vous ont déjà fait l'expérience, aussi bien que moi, dans les semaines que nous venons de passer.
Quelles sont les tactiques définies par les autres Partis ?
Sur le plan de l'UNR, des Indépendants, de M. Bidault qui voulait tenter d'entraîner le MRP, il n'y a pas eu un grand succès quant à l'idée de constituer un bloc sur le plan national ; c'est en réalité un échec.
Mais le MRP, pour se défendre de la réaction, pour se défendre de la prise de position de Bidault, s'est montré plein d'inquiétude sur le fait de voir planer le risque de cette opération, avec le sentiment que ce mode de scrutin n'était pas avantageux pour le MRP ; il y a eu immédiatement une espèce d'isolement, de refus de contact, non pas refus de contact, mais véritablement isolement ; on n'a plus cherché de contacts avec personne, on a dit : "Laissons faire et l'on verra bien ce qui se passera, on fera au mieux les alliances à l'échelon local et les alliances gouvernementales se feront lorsque l'Assemblée sera élue."
Si bien qu'alors que nous avions un mode de scrutin qui, normalement, devrait conduire à un rassemblement tendant à obtenir une majorité à l'Assemblée Nationale, nous allons nous trouver, en réalité, devant une tentative de bloc des Droites qui tente de se maintenir dans un certain nombre de départements, mais avec un MRP isolé, avec des Radicaux qui, malgré les appels qu'ils ont lancés, vont se trouver aussi en partie isolés, sauf possibilité de faire jouer assez facilement une solidarité entre Socialistes et Radicaux, dans les désistements et parfois même dans certains cas, nous y reviendrons, au premier tour de scrutin.

Je pense qu'en définitive nous risquons d'élire une Chambre dont la majorité ne se trouvera pas tout de suite.
C'est après l'installation de l'Assemblée, exactement comme lorsque nous avions la proportionnelle, que nous devrons nous mettre en quête d'une majorité parlementaire.
Pèsera là-dessus une incertitude de ce que sera la position de l'importante représentation algérienne.
Il faut donc, plus que jamais, que notre Parti affronte le premier tour de scrutin sur son propre programme, sur ses propres principes. Il faut que nous fassions le maximum d'efforts, dans la confusion actuelle, pour que le Parti Socialiste soit présent partout, dès le premier tour.
Il ne fait aucun doute que dans l'esprit de l'opinion publique, de plus en plus, le Parti Socialiste apparaît comme le rassemblement possible de tous les hommes de Gauche.
Je pense qu'il faut que nous menions avec énergie notre campagne pour faire apparaître le Parti Socialiste comme le véritable Parti de la Gauche démocratique française ; pour cela il faut que nous soyons présents partout, dans le maximum des cas.
Il faut, en ce qui concerne les alliances du second tour, que nous ne commettions pas l'erreur, sous prétexte d'avoir quelques élus supplémentaires, d'installer à notre tour, à gauche, la confusion que la Droite installe actuellement à droite et au centre-droit.
Je dis que ce bloc des Droites au lieu de conduire à une clarification, conduit, en réalité, à la confusion la plus absolue.
Il y a des hommes parmi les modérés, parmi ceux qui se rassemblent sous la bannière de l'UNR qui, sur le plan de la politique algérienne, acceptent la poursuite d'une politique d'évolution, de la politique qui est en cours actuellement et qui nous satisfait, nous, Socialistes. Il y en a d'autres qui, au contraire, ne rêvent que d'un renversement de cette politique.
Il y en a qui souhaitent bâtir le gouvernement sur une majorité de centre-droite, pour parvenir, à nouveau, à un recul en matière de politique algérienne.
C'est extrêmement dangereux non seulement pour l'Algérie, cette constitution d'un gouvernement centre-droite, mais c'est dangereux aussi en ce qui concerne le rodage des institutions ; nous l'avons dit et répété dans la campagne du référendum : la Constitution vaudra aussi par les hommes qui l'appliqueront, elle vaudra surtout par la façon dont elle sera appliquée.
Un gouvernement de centre-droite risque d'avoir une interprétation de la Constitution qui aille à l'encontre de ce que nous recherchons nous-mêmes.
Ensuite, il y a le problème du pouvoir d'achat, le simple graphique du mouvement des prix et des salaires, depuis douze ans, prouve que les prix ont toujours tenu pendant qu'il y avait un gouvernement socialiste, et que c'est, au contraire, sur le dos de la classe ouvrière qu'évolue la politique financière dans les autres cas. Seul un gouvernement socialiste, et en particulier lorsque les Socialistes ont le ministère des Finances, a pu maintenir le niveau des prix.
On a beau dire, à tort, que nous vidons la caisse quand nous sommes au pouvoir,

nous pouvons affirmer chiffres en main, graphiques devant les yeux, qu'en ce qui concerne la défense du pouvoir d'achat, c'est par les Socialistes que cette défense est le mieux assurée.
Un gouvernement appuyé sur le centre-droite est à nouveau un gouvernement qui fait courir des risques au pouvoir d'achat.
À l'occasion du débat sur la Constitution, le problème de la légalité des partis s'est posé.
Certains, à travers l'article de la Constitution qui touche à ce problème, pensent limiter l'activité du Parti Communiste.
Nous pensons qu'il y a deux conceptions pour faire reculer le Communisme dans ce pays : une conception autoritaire à laquelle certains hommes de Droite peuvent penser, mais qui conduit à refaire un Parti Communiste clandestin efficace et dangereux, et notre conception, à nous, qui est de nous "battre par l'action politique dans le cadre de la démocratie, contre le Parti Communiste."
Selon que nous aurons des gouvernements axés sur la droite ou axés sur la Gauche, ce problème-là sera aussi très différemment traité.
Il y a donc une confusion que le bloc des Droites risque d'établir, car, à Droite, dans les différentes formations, il y a des gens qui, sur ces quatre points, sont prêts à soutenir la politique d'un gouvernement de centre-gauche, et cependant ils iront aux élections ensemble.
A cette confusion que répand la Droite, nous n'avons pas à répondre par une confusion d'un autre côté ; il ne faut à aucun prix que des marchandages puissent exister à l'échelon d'une quelconque circonscription, avec le Parti Communiste.
(Applaudissements)
Il est possible que devant l'appât d'un siège, des camarades fassent, comme nous le voyons trop souvent aux élections au Conseil général, l'aumône d'une déclaration au Parti Communiste.
À aucun prix nous ne devons nous laisser, dans aucune circonscription, entraîner dans cette voie ; il ne faut pas répondre à une confusion par une autre confusion, même par réflexe de défense.
Il arrive que sans engagement de notre part, sans appel, sans conversation, les Communistes se trouvant derrière les candidats socialistes se retirent de la compétition électorale ; c'est leur affaire. Les voix, on les compte, mais on n'en fait pas l'autopsie, on n'en fait pas l'analyse. A aucun prix il ne faut que ce soit le résultat d'engagements, ni que cela établisse une confusion politique quelconque sur l'orientation du Parti Socialiste.
Je pense que notre ligne peut être rapidement fixée, dans une résolution extrêmement courte indiquant notre volonté de faire barrage, notre volonté de présenter des candidats partout, notre volonté de continuer à faire barrage au Parti Communiste, notre volonté de tendre à faire ressortir du résultat des élections une politique d'orientation centre-gauche, permettant un rodage démocratique de la nouvelle Constitution, permettant la poursuite d'une politique d'évolution en Algérie, permettant la défense du pouvoir d'achat des travailleurs,

Reste un point sur lequel il sera nécessaire que nous fassions une référence précise, les camarades pourront en discuter à cette tribune, c'est la question du choix du suppléant.
Nous avons été, depuis deux semaines, sollicités par des camarades qui, dans les fédérations, pensent que dans certaines circonscriptions ils ne pourront pas présenter de candidat, parce qu'ils étaient mal placés, qu'ils ne feraient même pas les 5%, que cela ne valait pas la peine d'aller à la bataille, que le radical-valoisien irait mieux, et qu'ils bénéficieraient de l'absence d'un radical-valoisien dans la circonscription d'à côté.
Ce genre de chose ne pourra faire que l'objet de dérogations au Comité directeur.
Mais il y a un point sur lequel je voudrais que nous ne soyons pas autorisés à donner de dérogation, c'est sur le problème du choix du suppléant.
Si, dans une circonscription, il arrive qu'il y ait un candidat socialiste et pas de Radical, et en revanche, dans une circonscription voisine, un Radical et pas de candidat socialiste, il ne faut pas que nous permettions de substituer au système du remplaçant un système de liste dans lequel on aurait pris comme tête de liste un Socialiste et comme suppléant un Radical, et vice-versa ; je crois que sur le plan de la candidature le candidat titulaire appelle automatiquement un candidat suppléant de même Parti. Le reste est une erreur.
Toutefois, je pense à des circonscriptions où les camarades espérant enlever le siège, pensent aller chercher une personnalité locale comme suppléant, de façon à mieux assurer le siège. Eh bien, il serait malheureux qu'un siège conquis de justesse, de haute lutte, que l'on pourra certainement consolider en travaillant, pendant la législature, risque de revenir, en cas d'accident, à un homme, à une personnalité, à un individu isolé, ou bien à une personnalité d'un autre Parti qui, alors, bénéficierait de la situation et enlèverait définitivement la possibilité pour le Parti Socialiste de la conquête ultérieure du siège.
Sur ce point, je crois - sauf débat entre nous et opinion contraire du Conseil national - que la Commission, que vous désignerez à l'issue de la discussion, devra, sur ce point, être très ferme pour ne pas permettre de dérogation à ce principe.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mérigonde pour donner quelques explications.

Marcel Mérigonde

Camarades, je m'excuse de prendre la parole alors que je n'y étais pas disposé, mais en réalité la question des incompatibilités m'a intéressé au premier chef, car elle gêne un monsieur sérieux dans notre département, qu'on appelle M. Dassault.
Le principe de ces incompatibilités est le suivant : on ne peut pas à la fois percevoir des fonds d'Etat et les gérer.
C'est, je crois, un des grands principes qui ont présidé à l'élaboration de tout le texte constitutionnel et réglementaire.

On ne peut pas être contrôlé et contrôleur !
Je ne vais pas lire tout le texte des incompatibilités, mais cela relève du principe suivant : si vous occupez une charge d'Etat, si vous êtes chargé de traiter des marchés d'Etat, vous aurez le choix, une fois élu, entre le poste que vous occupez et le mandat de parlementaire, et cela dans les huit jours.
D'autre part, si vous êtes président de conseil d'administration, donc dans une société qui travaille pour le principal avec des fonds d'état, c'est exactement le même problème, vous aurez à choisir dans les huit jours de l'élection entre le poste de président et le poste de parlementaire.
Vous pouvez faire partie de conseils d'administrations travaillant pour l'état, mais si vous êtes élu député, vous ne pouvez pas entrer dans d'autres conseils d'administration.
En réalité, les incompatibilités visent surtout les présidents directeurs généraux et administrateurs. C'est très réduit au point de vue portée.
Si c'est vrai pour ceux qui dirigent des sociétés nationalisées, il y aura toujours la possibilité pour être parlementaire de trouver un homme de paille pour se faire remplacer pendant la durée du mandat.
Cela me paraît une barrière de papier. On a regardé cela hier, sous toutes les formes, parce que cela intéressait particulièrement notre département. Je crois qu'en réalité il ne faut pas y attacher une grande importance.
Il faut bien faire la différence entre l'inéligibilité et l'incompatibilité.
A la préfecture, le préfet ne peut pas recevoir la candidature de l'inspecteur d'académie ou du recteur d'académie, la candidature du directeur des Ponts et Chaussées ou du directeur des Eaux et Forêts. Par contre, il est tenu de recevoir la candidature du président du conseil d'administration d'une usine nationalisée ou du président du conseil d'administration d'une usine travaillant pour l'Etat.
Il y a deux choses bien différentes : il y a l'inéligibilité, c'est-à-dire le refus de candidature et incompatibilité qui entraine pour celui qui s'est présenté le choix, une fois élu, entre sa fonction et le mandat de parlementaire.
Les inspecteurs des contributions ne sont pas compris dans la liste, il n'y a que les directeurs des contributions directes et indirectes, de l'enregistrement, des domaines, des finances et les directeurs des enquêtes économiques, c'est-à-dire des gens qui occupent, à l'échelon départemental, une responsabilité financière.
Cela ne paraît pas logique, on aurait dû mettre également les inspecteurs des contributions.
Le principe est le suivant : on ne peut pas à la fois être contrôleur de fonds d'Etat dans un arrondissement et en même temps être candidat.
Pourquoi le directeur ? Parce que c'est à l'échelle du département ; on a gardé l'échelle du département ; on a omis de l'étendre au plan de l'arrondissement.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Bonin.

M. Bonin

Très brièvement, je voudrais exposer dans quelle perspective se présentent les

élections législatives prochaines, dans un département comme le nôtre, constituant pour la réaction cléricale un des derniers bastions où nous puissions espérer faire triompher un jour le Socialisme.
Depuis le mois de mai, par scrupule autant de journaliste que de Secrétaire général, je me suis appliqué à ausculter nos populations de petites gens, de petits paysans, surtout ouvriers, petits fonctionnaires et petits artisans.
Première constatation : une lassitude exaspérée, par la carence d'un régime parlementaire impuissant, incohérent, qui aboutissait franchement au cirque politique.
On a eu beau faire et beau dire, de mai au référendum, ce sentiment ne s'est pas modifié.
Lorsque j'ai cru, au début de septembre, que les paysans, les ouvriers, même ceux qui avaient pris l'habitude de voter Communiste, voteraient "oui", on souriait avec un air entendu, on souriait jaune le 28 au soir.
Deuxième constatation : une admiration non déguisée pour notre camarade Guy Mollet. Jamais je n'ai vu un militant jouir auprès de la masse des gens, de la masse extérieure au Parti, d'une estime aussi grande que Guy Mollet actuellement. Je ne parle pas en thuriféraire de Guy Mollet, je sais qu'il n'aime pas cela, et ce n'est pas l'habitude de la maison, je ne suis thuriféraire ni de Guy Mollet ni de de Gaulle, mais je juge les hommes sur l'honnêteté de leur comportement et sur ce qu'ils font, non pas sur ce qu'ils auraient pu faire. Eh bien, j'ai peur que la masse des gens juge ainsi.
Guy Mollet pourra nous dire ce soir si elle juge à tort ou à raison.
Que disent nos gens ?
Ils disent d'abord que si de Gaulle a pu échapper à l'emprise dangereuse de certaine faction qui voulait le monopoliser, sinon le kidnapper, c'est à cause de Guy Mollet.
Ils disent encore que si de Gaulle a pu jouer le jeu républicain dans l'expérience audacieuse de la communauté française, réaliser enfin en Algérie cette politique libérale que nous avons toujours préconisée, c'est à cause de Guy Mollet.
Ils vous disent même que c'est à cause de Guy Mollet, contre Pinay et Soustelle que nous avons eu le scrutin d'arrondissement.
Voilà ce que disent les gens, cette masse inorganisée, en dehors du Parti, sans doute, mais qui conditionne néanmoins les résultats électoraux de demain.
Au fond, je crois que ces gens jugent avec une objectivité très saine, même s'ils n'ont pas l'habileté de certains théoriciens lunaires de la liberté qui ont acculé la Ligue des Droits de l'homme au discrédit, ou de certains pontes syndicaux qui ont rendu les enseignants proprement ridicules.
(Applaudissements)
Si nous avons encore quelques doutes, nous n'avons qu'à regarder M. Duchet pérégriner à travers le pays, chez nous comme ailleurs, en se décarcassant pour "bouffer" du Mollet et du Socialisme.
C'est ce qui a conditionné notre position, à nous, en sachant très bien que nous n'avons aucune chance, mais cette fois, pour la première fois dans l'histoire de la fédération, nous aurons au premier tour, dans notre circonscription, des

candidats spécifiquement socialistes.
Ne pas le faire nous apparaîtrait comme une lâcheté à l'égard de ceux de nos camarades qui, au gouvernement, ont pris des risques énormes, et ensuite comme une faute tactique majeure à l'égard d'une opinion publique certainement favorable.
Voilà, camarades, à mon sens le devoir. Jamais il ne m'a paru, aussi évident qu'aujourd'hui, et nos délibérations de ce jour devraient être d'une brièveté exemplaire.
Car, au fond, le typhon est passé, et le navire du Socialisme français en sort sain et sauf, parce qu'il a eu la chance d'avoir un pilote d'élite.
Derrière ce pilote, tous, y compris ceux qui, au départ, estimaient qu'il se trompait, nous allons nous serrer les coudes, nous allons nous atteler à refaire la voilure, nous allons la déployer amplement, nous allons faire cingler ce navire vers les conquêtes politiques et humaines d'une plus grande démocratie sociale.
(Applaudissements)

Le président - Il n'y a plus de camarades inscrits ; qui demande la parole ?
Personne n'a rien à dire ?
La parole à Nenon, Lot-et-Garonne.

M. Nenon

Ce ne sont que quelques considérations sur la tactique que je veux évoquer ici, peut-être même sont-elles inspirées par une situation politique particulière à la région du Sud-Ouest, mais leur caractère fragmentaire me paraît toutefois susceptible d'apporter à notre décision finale une contribution non dénuée d'intérêt.
Je veux parler, bien entendu, des alliances et des désistements.
La logique voudrait que sur la Gauche le rapprochement normal fût celui des Socialistes et des Radicaux.
S'il ne me paraît guère possible sur le plan national, il me le paraît encore moins sur le plan régional ; l'expérience de 1956, avec le Front Républicain, me paraît avoir condamné tout système semblable, puisque dénoncé très rapidement par Mendès-France, le Front Républicain n'a pu maintenir une cohésion indispensable à la stabilité ministérielle.
Nous avons été trahis au Parlement par ceux-là mêmes qui, afin d'être élus, avaient fait appel à nos voix, dans nos circonscriptions.
En outre, pour être valable, une alliance ne peut être envisagée qu'entre partis disciplinés, sinon elle n'est qu'un accord de façade, puisque la bataille électorale terminée, les élus d'un groupe où la liberté de vote est la règle fondamentale, comme c'est le cas pour le groupe radical, peuvent agir selon leur gré, selon leur caprice, sans contrôle et sans aucune sanction.
La formule, à mon avis, est donc mauvaise ; elle apparaît tout au moins sans intérêt.
Reprise comme en 1956, elle nous redonnerait - je prends un exemple local - un Caillavet, en Lot-et-Garonne, qui, élu sur un programme commun avec les

Fondation Jean-Jaurès

Socialistes, ferait pendant toute la législature, une opposition systématique à un gouvernement que nous, Socialistes, jugerions valable, mais que lui-même, Caillavet, condamnerait, parce qu'il n'en ferait pas partie.
La recherche d'accord préalable, illusoire en fait, est donc à condamner.
Il faut, à mon avis, changer de méthode, et s'appuyer sur un autre principe.
Or, qu'a-t-on dit de la loi électorale ?
Les arrondissementiers ont rappelé bien souvent que le scrutin d'arrondissement était le plus apprécié de l'électeur, car il respecte sa liberté de choix.
Admettons-le, mais alors il faut être logique jusqu'au bout, et permettre à l'électeur de porter au second tour également son suffrage sur le candidat qu'il considérera comme étant le plus valable, comme étant le moindre mal.
C'est un fait, le scrutin d'arrondissement enlève aux groupements politiques une partie de leur rôle électoral ; il personnalise l'élection.
En conséquence, nous Socialistes, déterminant notre tactique de désistement en fonction de ce caractère, tenons compte dans notre comportement électoral de sa nature intrinsèque.
Le problème de désistement, en fait, n'est pas différent de celui des alliances ; il serait hasardeux de déclarer qu'en raison des impératifs de la discipline républicaine le Parti Socialiste désistera systématiquement ses candidats en faveur de ceux du Parti Radical, une telle déclaration ne serait d'ailleurs pas appliquée dans les faits, car le Parti Radical étant une entité composée de contradictions, vous le savez bien, la formule d'accord, valable sur le plan général, ne le serait plus dans le plus grand nombre de cas particuliers.
C'est en tenant compte, je le pense, des hommes en présence et non plus des Partis qu'il faut nous prononcer, nous Socialistes, pour cette connaissance des candidats, surtout dans les circonscriptions de province, les camarades des fédérations sont les mieux lacés, les mieux avertis, et c'est en partant de cette appréciation, bonne ou mauvaise, que nous devons nous déterminer, c'est-à-dire nous désister.
Je verrais donc le Conseil national se prononcer dans le sens suivant :
1° - rappeler l'interdiction de composer, sous quelque forme que ce soit, avec les extrêmes. C'est normal.
2° - Cette première discrimination faite, laisser aux fédérations le soin de juger les hommes sur leurs sentiments républicains et aussi et surtout sur leurs sentiments à l'égard du Parti Socialiste.
Nous ne dirions pas :"Il faut voter pour le plus républicain des candidats", mais nous dirions : "Il faut voter pour le moins anti-Socialiste."
Il est un autre point sur lequel, pendant quelques instants, je veux retenir votre attention : c'est l'annonce qui a été faite, à grand bruit, de la demande d'admission des anciens dirigeants communistes dans les rangs du Parti Socialiste, demande qui paraît jouer un rôle tactique important à la veille de]a campagne électorale.
Mon conseil de Secrétaire fédéral sera celui d'un homme averti, puisque Secrétaire fédéral de la fédération du lot et Garonne je me trouve devant une affaire semblable qui n'a peut-être pas fait beaucoup de bruit dans nos assises

Fondation Jean Jaurès

nationales, mais qui, en tout cas, a fait beaucoup de mal à ma fédération.
Il s'agit, depuis 1956, de la demande d'admission d'un ancien député communiste en marge du Parti Communiste depuis la Libération.
Je précise pour vous, camarades, que cette demande a été rejetée à trois reprises différentes et à une imposante majorité, par la Commission administrative fédérale et par le Congrès, à l'unanimité de la CA et 23 abstentions, à l'unanimité du Congrès fédéral, moins quelques abstentions.
Pourquoi ce refus ?
Pour des raisons que les événements internes à la fédération ont, hélas ! confirmées.
Camarades, il faut bien voir la réalité en face. Ces militants communistes exclus du Parti Communiste l'ont été, selon le langage propre du PC, soit pour déviationnisme, soit pour activités fractionnées.
Nous sommes prêts nous, Socialistes, à approuver ce mouvement de rébellion contre tout système dictatorial, et nous l'approuvons, en fait, lorsqu'il vient de la base des militants communistes qui, enfin éclairés et désintoxiqués, s'insurgent contre la direction de leur parti. Mais il ne s'agit pas, dans le cas qui nous intéresse, de militants de base, il s'agit d'anciens dirigeants, et lesquels ?
Le cœur, Hervé, à qui le sort, dans les querelles intestines du Bureau central du PC n'a pas été favorable, ils en sont donc exclus.
Mais ils n'en conservent pas moins leur formation originale, leur caractère propre, leurs méthodes de travail, méthodes de travail qui sont caractéristiques de l'école de Bobigny qu'ils ont fréquentée et que quelques-uns d'entre eux ont créée.
Ce sont ces gars qui demandent leur admission au sein du Parti Socialiste ! Les accepter, c'est à mon avis, introduire la peste dans une fédération.
A en juger par l'exemple du Lot-et-Garonne, je plains très sincèrement le Secrétaire fédéral d'une fédération, surtout si c'est une moyenne ou une petite fédération qui verra entrer dans une de ses sections le citoyen Lecoeur ou le citoyen Hervé.
Voici comment cela se passe - j'ai l'expérience de la chose - : ces Messieurs ont sur nous l'avantage d'avoir une méthode de travail et de persuasion, celle qui est enseignée à Bobigny (je le répète et j'y insiste parce que c'est vrai), méthode que nous condamnons, mais ils ne s'en débarrassent pas pour autant en entrant dans le Parti.
En quoi consiste cette méthode ?
C'est très simple : on prend quelques camarades, on les éduque, c'est-à-dire que l'on se comporte à leur égard comme on l'a fait, autrefois, à l'égard des militants de base du PC.

Dans la salle : On n'entend rien !

Le président - Si vous faisiez silence, camarades, vous entendriez !

M. Nenon - La méthode est très simple, on prend quelques camarades et on les

éduque, c'est-à-dire que l'on se comporte à leur égard comme on l'a fait autrefois à l'égard de militants de base du Parti Communiste, on leur inculque une manière de penser, un principe d'action, une manière d'agir, en un mot on les intoxique, et le mot traduit bien la réalité.
Dès ce moment le militant choisi, le militant socialiste choisi, vous pouvez en être sûrs, est perdu pour ses anciens camarades. Il en devient l'adversaire farouche. Rien n'est bon dans la fédération de ce qui existait auparavant, il faut tout changer, il faut déconsidérer les vieux militants, voire même les exclure ; il faut faire place nette devant le nouveau venu.
Ajoutons que par un paradoxe incompréhensible un militant demandant son adhésion au Parti conserve son ancienneté dans nos rangs ; c'est dire l'autorité conférée par nos soins.

Dans la salle - Il y a un triste précédent, il y a 20 ans nous avons reçu comme cela le nommé Paul Marion, tout le monde sait ce qu'il est devenu !

M. Nenon - Camarades, je connais la situation moi aussi, puisque nous l'avons vécue dans ma fédération.
Alors, camarades secrétaires fédéraux et membres du Comité directeur, mon histoire n'a pas d'autre but que de vous mettre en garde ; je serai satisfait si vous me faites l'honneur de m'avoir entendu.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bailly, Vendée.
Il n'y a plus d'orateurs inscrits.

M. Bailly

Camarades, je voudrais simplement poser à cette tribune une question matérielle qui intéresse mon département, vous devinez bien qu'en Vendée nous n'avons pas d'espoir de faire élire un député socialiste. Nous avons quatre circonscriptions et nous ne ferons pas les 5% des voix.
Nous avons entendu tout à l'heure notre ami Brutelle nous dire qu'il faut présenter des candidats partout, nous sommes bien d'accord, d'autant plus que dans trois circonscriptions sur quatre les Radicaux n'auront pas de candidat.
Dans une circonscription il n'y aura qu'un candidat indépendant qui va faire 90% des voix au moins, peut-être 95. Il reste 2 000 voix républicaines. Ces 2 000 voix républicaines risquent, pour une très grande part, d'aller au candidat communiste, si nous n'avons pas de candidat. Si nous avons un candidat nous les aurons.
Mais on pose la question toute simple : si nous ne faisons pas les 5% des voix, qui paiera ?
Je sais bien, je n'en doute pas, que le Parti nous laissera les 100 000 francs qu'il nous a promis, mais vous savez qu'à côté des 100 000 francs il y a d'autres frais de la campagne électorale.
Si présenter des candidats partout cela veut dire présenter des candidats là où

Fondation Jean Jaurès

vous êtes certains de faire 5% des voix, nous sommes bien d'accord, mais est-ce que cela veut dire aussi présenter des candidats même là où il n'y a pas la possibilité de faire 5% des voix ?
Je demande une réponse très claire.
Nous nous inclinerons.

Le président - Personne ne demande plus la parole ?
Je vais donner la parole à Brutelle.
Je suppose qu'au cours de la journée, à d'autres occasions, vous n'aurez pas l'occasion de parler de la tactique électorale ; tout à l'heure on a effleuré des sujets qui n'étaient pas la tactique électorale.
La parole est à Brutelle.

Georges Brutelle

Je crois que dans le cadre de l'ordre du jour je n'ai qu'une seule réponse à apporter à notre camarade Bailly qui vient de quitter la tribune.
Qu'est-ce qui se passera si l'on ne fait pas 5% des voix ?
Eh bien, je dis simplement à Bailly qu'évidemment cela posera de graves problèmes financiers à nos fédérations, mais que l'aide considérable que le Parti apporte à l'occasion des élections devrait quand même permettre, dans les départements où il y aune circonscription difficile, de récupérer un peu sur l'effort qui est fait ailleurs, pour faire face à la situation difficile.
Je crois qu'il ne faut pas que nous prenions l'habitude de compter en tout et pour tout sur le Parti, dans la propagande électorale ; je pense que les efforts que nous faisons pour que le Parti se trouve placé dans une bonne situation en matière de propagande auraient un résultat désastreux si, en définitive, cela se traduisait par l'abandon de l'effort demandé aux militants en matière financière, de l'effort fait en ce qui concerne les cotisations.
Il me paraît un peu singulier, dangereux, que l'on ne fasse plus d'appels suffisants dans beaucoup de fédérations au porte-monnaie des militants à l'occasion des campagnes électorales. Il n'y a plus assez de souscriptions préparatoires aux élections législatives. Je pense qu'il faut que nous fassions un effort plus grand dans ce domaine.
On me dira que c'est difficile ; je sais que c'est difficile, mais je sais aussi qu'il y a énormément de laisser-aller, c'est vrai dans ma fédération comme dans toutes les autres, nous avons un fâcheux penchant à ne pas réagir suffisamment lorsque des camarades ne font pas d'effort pour tirer de l'argent. Bien souvent, c'est plus facile lorsqu'on s'y met, qu'on ne le croit.
On voit des camarades actifs essayer de tirer de l'argent d'un camarade, puis d'un autre camarade, en les prenant individuellement ; on en tire beaucoup plus que lorsqu'on se contente de faire des appels au cours d'un congrès fédéral.
Je pense donc que l'effort doit être tenté quand même dans les circonscriptions où il n'y aura pas 5% des voix, même s'il ne peut pas être mené avec l'ampleur que vous donnez à une campagne là où vous avez peut-être des chances, à quelques centaines de voix, d'enlever un siège.

Fondation Jean-Jaurès

Si vous partez du principe qu'on n'y va pas parce qu'on ne fait pas 5% des voix, vous n'irez jamais, vous ne ferez jamais 5% des voix ; il faut donc que dans toute la mesure du possible vous fassiez cet effort.
Si vous êtes acculés, dans certains départements, parce qu'il y a deux ou trois circonscriptions difficiles - et je connais des départements où cela existe - passez par le Comité directeur, si la décision, tout à l'heure, veut que le Comité directeur seul puisse accorder des dérogations en la matière.
Je vous propose une petite Commission pour mettre rapidement sur pied un texte court, en ce qui concerne la tactique électorale.
Jean-Raymond Guyon (Gironde)
Lebon (Ardennes)
Bonin (Haute-Loire)
Camille Delabre (?) (Pas-de-Calais)
Augustin Laurent (Nord)
Defferre (Bouches-du-Rhône)
Hornung (?) (Rhône)

Le président - Je mets aux voix la composition de la Commission ?
…

Une voix - Quelqu'un de l'Algérie !

Le président - Begarra (Algérie).
La Commission se réunira immédiatement, derrière le rideau.
Suspension de trois-quarts d'heure du Conseil national.
Reprise de séance à midi moins le quart.
Vous êtes d'accord ?
La séance est suspendue.

Le président - La séance est reprise. La parole est à Georges Brutelle, pour le rapport de la Commission des Résolutions.

Georges Brutelle - Camarades, je vous donne lecture du texte que nous avons rédigé :
"Le Conseil national, réuni le 26 octobre 1958, à Puteaux, décide que les fédérations devront présenter un candidat et un remplaçant socialistes dans chaque circonscription au premier tour des élections législatives.
Le Parti Socialiste invitera les électrices et électeurs à se prononcer non seulement sur le nom des hommes qu'il présente, mais aussi sur ses principes et sur son programme.
Au second tour du scrutin, les fédérations apprécieront l'opportunité du retrait des candidats en fonction de la nécessité de faire barrage aux ennemis de la démocratie républicaine.
Le désistement ne pourra être envisagé qu'en faveur des candidats qui se seront prononcés notamment pour la poursuite d'une politique libérale en Algérie et

Fondation Jean-Jaurès

Outremer pour une politique d'expansion économique de plein emploi et de défense du pouvoir d'achat."
Ce texte appelle deux observations.
La première c'est qu'il n'y est pas fait référence aux dérogations. Ce n'est pas que la Commission en ait rejeté l'idée, mais nous avons pensé qu'il valait mieux ne pas faire figurer les dérogations dans le texte. Il reste entendu entre nous que, dans le cas de dérogations, elles devront être demandées au Comité directeur.
Seconde observation : rien, dans le texte, ne porte sur la situation spéciale qui est faite par la loi électorale à nos camarades en Algérie.
La loi électorale est différente, puisque nous avons là-bas un scrutin de liste à un seul tour. Les listes doivent être composées selon la répartition de la population, quelquefois de 2 Européens et d'un Musulman, le plus souvent d'un Européen et de 2 Musulmans, ou d'un Européen et de 3 Musulmans.
Cette situation pose beaucoup de problèmes à nos camarades. Il leur faut tenter de faire des listes avec des Musulmans pour être présents dans la bataille. Ils sont entrain d'étudier la situation ; ils vont faire le maximum d'efforts pour que le Parti et ses amis soient présents pour défendre notre orientation dans la compétition électorale.
Mais il est apparu, étant donné la situation particulière et les difficultés qu'ils peuvent rencontrer, que si les dispositions générales de notre résolution s'appliquent à tous, toutefois, en ce qui concerne nos camarades d'Algérie, les fédérations se tiendront en rapport avec le Bureau du Parti, pour voir dans quelles conditions ils pourront affronter le scrutin. Des mesures spéciales pourront donc être prises en ce qui concerne la constitution des listes, mesures qui pourront échapper assez largement aux décisions générales que nous avons prises aujourd'hui, mais c'est une nécessité si nous voulons, là-bas, être présents dans le combat.

Le président - Camarades, vous avez entendu le texte de la Commission des résolutions.
Personne ne demande la parole ?

Dans la salle - Une relecture !

Georges Brutelle - "Le Conseil national, réuni le 26 octobre 1958, à Puteaux, décide que les fédérations devront présenter un candidat et un remplaçant socialistes dans chaque circonscription au premier tour des élections législatives.
Le Parti Socialiste invitera les électrices et électeurs à se prononcer non seulement sur le nom des hommes qu'il présente, mais aussi sur ses principes et sur son programme.
Au second tour du scrutin, les fédérations apprécieront l'opportunité du retrait des candidats en fonction de la nécessité de faire barrage aux ennemis de la démocratie républicaine.
Le désistement ne pourra être envisagé qu'en faveur des candidats qui se seront prononcés notamment pour la poursuite d'une politique libérale en Algérie et

Outremer pour une politique d'expansion économique de plein emploi et de défense du pouvoir d'achat."

Le président - Personne ne demande la parole ?
…
Je mets aux vois la résolution qui vous est présentée.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter le manifestent en levant la main.
…
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…
La résolution est adoptée à l'unanimité.
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

L'ordre du jour est épuisé. Normalement, le président de séance devrait dire que c'est terminé, et chacun retournerait à ses occupations…
C'est une solution.
Je me permets de douter qu'elle soit bonne.
Je crois que la veille d'une bataille, pour arranger les camarades, pour leur permettre d'armer mieux encore ceux des militants qui vont se présenter, il faut profiter d'une journée où on est réuni, où on est tranquille - cela ne durera pas très longtemps puisqu'on n'aura pas d'ordre du jour très précis -, pour avoir un échange de vues sur les problèmes de l'heure, une sorte de petite séance d'information.
(Applaudissements)
Je suggère que nous allions déjeuner et que ceux qui le voudront, sachant qu'il n'y aura pas d'ordre du jour, pas de résolutions, pas de motions, pas de votes, se regroupent ici dans l'après-midi. On partira tous un peu plus réconfortés, mieux armés pour la bataille.
Je demande au président de séance de vous transmettre cette suggestion.

Le président - Je crois que les applaudissements ont déjà répondu !
Vous êtes tous d'accord pour une séance d'information cet après-midi, à 15 heures ?
Donc, je vous donne rendez-vous à cet après-midi, 15 heures, pour une séance d'information.
La Conseil national est terminé.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conférence d'information

Fondation Jean-Jaurès

Séance du dimanche 26 octobre 1958 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Schmidt, de la Manche.

Le président (Schmidt)

Camarades, nous ouvrons la séance de la Conférence d'information. Le Conseil national est terminé, ce qui explique que des camarades auditeurs aient pu pénétrer dans les balcons sur simple présentation de leur carte.
Je donne la parole immédiatement à Guy Mollet.

Guy Mollet - C'est un traquenard ! Je n'avais pas préparé un discours pour ce début de séance, mais je vais essayer néanmoins de développer devant vous cinq thèmes principaux. Je ne serai pas complet, mais d'autres derrière moi compléteront l'information.
Le premier thème est la défense de nos libertés. Il y a eu des exagérations, exagérations dans la défense de la IVème République, exagérations également chez les thuriféraires de la Vème, mais il n'en reste pas moins que nos libertés ont été préservées, conservées. Toutefois, ne nous endormons pas dans une confiance aveugle, car les hommes qui menaçaient ces libertés ne sont pas, eux, disparus.
Je vous ai quelquefois demandé votre confiance et il vous a sans doute été quelquefois difficile de me l'accorder. Je vous la demande encore pour quelques points, de plus en plus rares d'ailleurs, mais vous ne devez pas pour autant, me faisant confiance, vous reposer sur moi et relâcher votre vigilance.
J'ai, en votre nom, défendu un scrutin que je n'estime pas fameux, mais dont j'espère avec vous qu'il peut être bénéfique au Parti.
Vous avez maintenant un combat à mener qui ne doit pas être seulement fonction des intérêts électoraux immédiats.
Je vais vous dire une chose qui peut vous blesser, tout au moins quelques-uns, mais j'aimerais mieux que vous sachiez perdre quelques sièges que de faire à la moralité socialiste des concessions trop grandes.
(Applaudissements)
Premier point, donc, défense de la liberté.
Il va falloir vous battre là-dessus, et cela il va falloir le dire dans le programme !
Noua allons parler de toutes sortes d'autres choses, dans le programme, mais au premier point du programme du Parti, le premier, avant tous les autres, il va falloir que, partout, vous mettiez le souci de défendre la liberté contre tous ceux qui peuvent la menacer.
Je dis "tous", quoi que je sois assez notoirement connu comme anti-bolcho, et je n'ai pas changé d'avis.
Or, ce matin, en écoutant la motion adoptée, je me sentais totalement d'accord, sauf qu'à un certain moment, je me disais : "Pourvu que les "méchants" - et cela ne manque pas, hors de chez nous - ne l'interprètent pas mal ! Pourvu que l'absence du mot "Communiste", ou "Bolcheviste" dans la motion n'aille pas les inciter à penser autre chose que ce que nous avons voulu dire."

Fondation Jean Jaurès

Je suis rassuré quant à l'esprit dans lequel vous avez adopté cette motion, mais rendez cela clair à l'extérieur, rendez cela évident à tout le monde. Il n'y a pas de combinaison possible, pour un démocrate socialiste avec les tenants des bolchevistes.
Il faut que ce soit clair !
Tant pis si, quelquefois, cela peut vous mettre dans une situation difficile pour un siège. Il n'y a pas de compromission possible.
Comprenez-moi bien ! Quand je dis cela, je ne pense pas au brave bougre d'ouvrier qui est Communiste - Communiste... il ne sait pas souvent ce que cela veut dire -, mais qui est d'extrême gauche, qui se veut de gauche et qui est notre frère de travail et avec lequel l'accord est toujours possible.
Je ne pense pas à celui-là. Celui-là, il faut le ramener, il faut le désintoxiquer, et cela se fera grâce à vous.
Les histoires de Lecœur, de Hervé et Cie ont été rappelées ce matin.
Moi, je salue le fait que des hommes se rendent compte de leurs erreurs passées, mais je veux dire ce que j'en pense.
Ce qui est le plus valable - je ne pense pas à tel ou tel homme - c'est le jugement que des hommes, ayant bien connu le Parti dit Communiste, l'un ayant été Secrétaire du PC, l'autre ayant été directeur-adjoint de l'Humanité, - sont obligés de porter sur la politique de cet organisme !
Le jour où ils sont, ensemble, obligés de signer un papier dans lequel ils disent qu'il n'y a, à l'intérieur, aucune liberté, aucune démocratie, que tout obéit sans cesse, sans arrêt, dans tous les domaines, à un mot d'ordre, alors que le mot d'ordre vient de Moscou, le jour où ces gens-là vous le disent, ce n'est pas sans intérêt, le jour où ces mêmes hommes sont condamnés à vous dire "qu'il n'y a pas de place, dans la démocratie française, pour un parti de gauche autre que le Parti socialiste SFIO… (applaudissements)… c'est encore plus intéressant.
Eux qui ont fait l'expérience, qui ont tenté tous les systèmes déviationnistes, fractionnistes, divers qu'ils viennent nous dire : il n'y a qu'une organisation en France qui représente les chances du monde ouvrier, les chances de la Gauche en France, cette organisation, quoi que nous en ayons pu dire, nous, les signataires de ce texte, quoi que nous en pensions peut-être encore au fond de nos codeurs, ça reste quand même le Parti Socialiste SFIO, c'est bon, c'est utile, et vous avez le droit, et pas seulement le droit, mais le devoir d'utiliser cela dans les combats de demain.
Il faut que le Parti devienne demain, non pas seulement un rassemblement électoral, mais le point de concentration de toutes les forces de gauche dans notre pays, et je dis bien de toutes, de toutes, oui, oui.
Quoi que ce soit qui puisse nous diviser dans des domaines variée, je rêve de voir revenir à nous - c'est un rêve que je caresse depuis des années, je l'ai déjà confié à plusieurs reprises - l'homme qui se croit seulement libéral et qui a une idée fausse du Socialisme, qui ne sait pas quelle est notre conception réelle. Quand cet homme nous sentira profondément attaché à notre liberté, et non seulement à la notre, mais à la sienne, il viendra à nous.
Je rêve de voir venir à nous le croyant, je ne m'en cache pas, et je suis pour le

faire dans une totale liberté de pensée ; en ce qui me concerne, je suis un penseur libre, on le sait, mais j'ai beaucoup de mépris, et je l'ai souvent proclamé dans des réunions publiques, pour tous ceux qui font semblant d'être laïques sans l'être… (applaudissements)… pour ceux pour lesquels ce n'est qu'un prétexte, un alibi, et que l'on voit souvent dans les dernières secondes de leur vie prendre des garanties… contre les risques !
(Applaudissements)
Alors, moi je dis sans ambages, oui, vous devez accueillir les croyants de toutes les fois. J'ai fait souvent le reproche à notre Parti de n'être laïque qu'à sens unique et de n'avoir fait d'objections qu'à, je ne sais pourquoi, une seule religion. Ce n'est pas vrai. Il y a place chez nous pour l'agnostique, c'est peut-être celui là qui a la place de choix, Il y a place chez nous pour le Chrétien, qu'il fut Protestant ou Catholique. Il y a place chez nous pour le Juif, pour le Mahométant. Il y a place chez nous pour tous les hommes, à une condition unique, c'est qu'ils considèrent leur croyance, leur foi comme un problème individuel, comme leur problème… (applaudissements)… et qu'ils ne mélangent jamais ce problème avec la conception économique, sociale de la vie.
Camarades, dans cette séance d'information, ce n'est pas l'ancien Secrétaire général du Parti qui parle - ancien, enfin, celui qui est pour l'instant remplacé par un intérim et qui espère bien devenir demain le nouveau - c'est Guy Mollet tout seul.
Camarades, je vais vous dire une chose qui peut heurter dans sa crudité : à l'heure actuelle, un rabbin peut être membre d'une section, un pasteur peut être membre d'une section, un vénérable d'une loge maçonnique peut être membre d'une section, un président ou un Secrétaire de section de libre pensée peut être membre d'une section, un imam musulman peut être membre d'une section. Je rêve - ce n'est pas pour nous que c'est le plus difficile, c'est pour l'intéressé - de voir un jour un curé devenir membre d'une section !
(Applaudissements)
Je dis bien que ce n'est pas pour nous que c'est le plus difficile, c'est pour eux. La faute, elle est chez eux. C'est parce qu'ils croient à l'universalité de leur propre foi que ce n'est pas possible, mais je voudrais que vous compreniez ma pensée, cela ne devrait pas être impossible. Et, en tout cas, nous devons faire, nous, que si ce n'est pas possible, ce ne soit que de leur fait à eux… (applaudissements)… jamais du nôtre.
Il faut que nous leur rendions claire à tous cette idée très simple que ce qui nous divise des autres, nous, c'est une conception économique et sociale de l'organisation et pas le comportement de l'individu. Ce qui nous sépare d'eux c'est cette conviction écrite dans l'alinéa 2 des statuts qu'on vous a distribués, ce qui nous distingue des autres, c'est notre conviction que c'est la conception économique, la structure économique de la société qui est la base, qui est la cause.
Sachez dire cela autour de vous, vous en étonnerez des milliers. Vous avez de braves gens tout prêts à voter pour vous, tout prêts à être vos alliés, mais qui vous prennent pour des adversaires de leur foi. Montrez leur que vous n'êtes des

adversaires que de l'Eglise au nom de qui ils prétendent parler et qui prétend, en leur nom, s'occuper de problèmes qui ne la regardent pas. Montrez leur cela et vous gagnerez.
Camarades, je me suis éloigné là de mon problème. J'ai posé, j'ai soumis un aspect particulier d'une campagne qui est la nôtre, non pas pour 1958, mais pour 1963, pour la fois d'après, car nous devrons avoir préparé dans ce pays la grande union des hommes Socialistes, de tous les Socialistes, à la condition unique qu'ils soient des laïques au sens intelligent du mot, au sens vrai du mot, c'est-à-dire qu'ils soient des tolérants, que chacun d'entre eux puisse respecter chez l'autre la foi de l'autre en interdisant à cet autre de faire pression sur sa foi personnelle ou son absence de foi.
Camarades, si nous avons gagné cette partie, et elle n'est pas encore gagnée, mais si nous sommes en train de la gagner, il faut que ce soit vraiment pour que les choses changent en France et pas seulement pour le rétablissement de ce qui existait avant le changement qui est en train de se faire. S'il en était parmi vous qui croient que notre victoire consiste à avoir empêché que çà change, je m'excuse, mais je ne serais pas d'accord avec eux.
S'il en était parmi vous qui pensent que vraiment, en tout et pour tout, il s'agit de faire que l'on ramène ce qui était avant, je m'excuse, mais je ne serais pas d'accord, parce que je suis révolutionnaire, parce que je crois que le Parti Socialiste ne changera ce pays que si on apprend au pays à changer d'appréciation par rapport à nous, autrement vous allez devenir des conservateurs. Autrement vous allez rester, dans ce pays, en permanence, 80, 90, 100 députés, et ce n'est pas ce qu'il faut, camarades ! Nous ne jouerons notre rôle définitif que le jour où nous serons 350, que le jour où on aura la possibilité dans ce pays d'en transformer les structures !
D'ici là, nous apporterons des améliorations, d'ici là, on pourra être sur la défensive, en train d'empêcher le pire.
Je sais bien que je suis en train de soulever un problème que vous n'entendiez pas soulever aujourd'hui, seulement si je vous en parle, ce n'est pas pour que vous régliez celui-ci avant les prochaines élections mais pour que chacun de voue réfléchisse et se rende compte que c'est probablement là l'un des motifs, l'un des mobiles qui permettra que, pour les batailles à venir, nous ayons changé la vie de ce pays.
Première défense, donc : la liberté.
Ne vous trompez pas sur mon propos, ne permettez pas que, demain, il soit déformé. N'acceptez pas que l'on vous dise que Guy Mollet a pensé à je ne sais quelle coalition avec des partis MRP ou autres. C'est grotesque, c'est malhonnête et c'est faux. Je suis probablement de vous le seul qui ait eu le culot de dire, en tant que Parti, que le MRP, en tant que tel, ne devrait pas exister. Ce n'est donc pas des alliances politiques que je suis en train de chercher.
Je suis en train de vous dire que je confirme mon propos : il est, dans les rangs des Chrétiens sociaux, des hommes qui n'ont pas leur place dans des partis politiques alors qu'il est des hommes, parce que sociaux, et peut-être demain Socialistes, qui devraient être des nôtres,

Fondation Jean Jaurès

Il faut qu'on sache faire un jour passer la frontière de classe là où passe aujourd'hui de fausses frontières et où aujourd'hui de faux camarades nous font les alliés passagers d'hommes qui sont nos pires ennemis.
Camarades, le premier point que je voulais signaler devant vous, c'était le problème de la liberté. Je me suis laissé aller à être un peu long, je m'en excuse auprès de vous, mais c'est parce que je ne pense pas aux élections prochaines seulement, je pense à ce que le Parti doit faire si nous gagnons une bataille immédiate pour remporter la victoire future.
Deuxième problème, que je souhaite que vous mettiez à une place de choix dans vos préoccupations, alors qu'il semble avoir perdu de son actualité, c'est le problème européen.
Ah, là encore, je dois probablement donner, pour l'instant, à quelques-uns d'entre vous, l'impression que je suis en train de revenir à des histoires anciennes.
Camarades, je vous demande de réfléchir, mais de réfléchir au problème qui nous est posé non pas dans le cadre des droits de votre circonscription du mois prochain. Faites une envolée, cet après-midi. Je vous demande d'y réfléchir en fonction des problèmes qui sont posés à la France, à l'Europe, au monde, pour les années qui viennent. Tâchez de voir loin.
Voyons si vous voyez loin ! Les liens qui nous unissaient hier à l'Afrique sont des liens démodés, j'y viendrai tout à l'heure, il en faudra d'autres. C'en seront d'autres qui sont en train d'être bâtis. Je vais insister dans un instant là-dessus.
La France est cependant un pays qui a un rôle à jouer dans le monde. Oh, je ne suis pas un nationaliste, quoi qu'on en puisse dire et écrire dans beaucoup de journaux. Je suis un patriote, je ne m'en cache pas, et je dis que vous l'êtes tous. Je dis qu'on ne peut pas être Socialiste sans être patriote… (applaudissements)… ce n'est pas concevable !
Non, ce n'est pas concevable ! Ce n'est pas dans l'abstrait qu'on est Socialiste. Si l'on veut bâtir une société plus juste, plus égale, plus fraternelle, eh bien, c'est la sienne, c'est sa patrie, et en disant cela, je ne trahis rien, je suis sûr que je suis fidèle à l'enseignement de nos anciens, de tous ceux qui nous expliquaient que c'est d'abord l'oppression chez soi qu'il faut savoir combattre, donc, je ne m'en cache pas.
Je sens que notre pays doit devenir vraiment la terre et la propriété de ceux qui l'habitent. Je sens le besoin de penser à l'avenir. Où est-il, cet avenir ?
Il y a des colosses qui se partagent le monde. Il y a un colosse soviétique et je tâcherai de réfléchir pour savoir s'il est encore le maître dans la partie qu'il prétend dominer ? Je ne vous livre cela que comme une hypothèse parce que j'ai d'autres choses à vous dire et je ne veux pas vous tenir trois heures. Mais, demandez-vous un peu si M. Mao Tse Tung n'est pas devenu le vrai patron du monde de l'Est, plus encore que M. Khrouchtchev. Posez-vous ce problème ? Cherchez-y les réponses et vous vous apercevrez qu'il y a là tout un monde en évolution et qu'en tout cas ce monde existe, quelle que soit la réponse que vous donnerez à ma question : est-ce Khrouchtchev, est-ce Mao ? Ou Chou-En-lai ?... Ce qui est à peu près pareil ; en tous les cas, il y a un monde.

En face de cela, il y a le monde animé par les Américains.
Je voudrais bien que mon propos veuille dire quelque chose, qu'il y ait un monde et je voudrais encore plus qu'il fut animé par les Américains. Ce n'est pas vrai, vous le savez bien. Vous savez bien que le pays qui, par sa puissance, à l'heure actuelle, n'a aucune politique est à l'apogée mondiale. Il n'a aucune politique. On peut tirer son chapeau à un homme qui fut un jour a la tête des armées de libération qui sauvèrent l'Europe, mais on est obligé de reconnaître que, comme chef de gouvernement, il n'a jamais su prendre une position !
(Applaudissements)
Résultat : qui va mener cette politique ? Mais, je le dis avec quelque orgueil pour notre politique : cela peut être la France.
Nous sommes un drôle de pays, un pays qui n'a pas tellement un crédit sur le plan économique et social gigantesque dans le monde, mais un pays qui, sur le plan des idées, joue un rôle extraordinaire dans le monde. Tous ceux d'entre vous qui ont voyagé savent que quand on va à l'étranger, aujourd'hui même, en 1958, la France reste le pays de la déclaration des Droits de l'homme. C'est comme cela : il y a une sorte de sentimentalisme qui existe partout ; nous sommes ce pays-là ; on a besoin de nous pour des idées avancées ; nous sommes le pays de la sécurité sociale, nous sommes le pays qui apporte au monde un certain nombre d'idées. Nous sommes cela… (applaudissements)… et les Socialistes peuvent être les animateurs de cela.
Le problème qui se pose à vous est simple, et il est le suivant : la France, toute seule, peut-elle être cela ?
Ma réponse est négative. Même aujourd'hui, même quand nous avons à la tête du gouvernement un homme prestigieux dont il suffit qu'il affirme un certain nombre de choses pour qu'elles soient prises au sérieux par le monde entier, même à ce moment-là, je vous dis : "Ce n'est pas vrai, ce n'est pas possible la France toute seule" et j'ajoute quelque chose en pesant mes mots, mais nous sommes entre nous : "Même si pour y parvenir, il faut convaincre l'homme dont je parle, de Gaulle, même si pour y parvenir il faut forcer la volonté de l'homme dont je parle, de Gaulle, la France doit être le champion de l'idée européenne."
C'est à travers l'Europe que nous créerons dans le monde cette force qui pourra faire comprendre aux Américains que nous sommes des alliés et pas des satellites. C'est à travers l'Europe que nous pourrons faire comprendre aux Russes cette idée simple que nous ne sommes pas des adversaires décidés à leur faire la guerre et à aller les battre, mais que nous sommes des alliés éventuels de ceux qui défendront la liberté.
Ce n'est pas la France seule, c'est l'Europe et, camarades, si je vous demande de défendre cette idée dans votre campagne électorale, c'est parce qu'elle vous servira, d'abord, mais parce qu'elle est valable en soi.
Je viens de dire qu'elle est valable en soi. Quand vous cherchiez, ce matin, des critères pour savoir avec qui vous pouviez être et ceux contre qui vous serez obligés d'être, vous savez, l'Europe, c'est un critère très simple ! Vous ne risquez pas d'avoir les "cocos" favorables à l'Europe, et vous ne risquez pas d'avoir l'Extrême Droite, nationaliste et revancharde, favorable à l'Europe !

Collection Jean Jaurès

Je vous demande de penser que ce thème est un thème essentiel.
Et puis enfin, nous sommes Socialistes ! Autrement dit, nous sommes de ceux qui avons toujours affirmé que l'économie et que le social jouent un rôle important, je n'ose pas dire que cela prime, dans la vie de la société.
Or, nous sommes dans un pays qui a signé un certain traité de marché commun ; ce marché commun commence le 1er janvier de l'année prochaine. Est-ce que vous pensez, camarades, que ce serait digne du Parti Socialiste que de s'en aller à la campagne électorale sans dire aux électeurs ce que va impliquer l'entrée dans le marché commun le 1er janvier de l'année prochaine, sans dire aux Industriels, aux commerçants, ce que cela signifie pour eux, sans dire au pays ce que cela veut dire sur le plan de l'Etat comme investissements nécessaires, comme organisation nécessaire de l'économie.
Mais, on risquerait de gagner les élections pour ne plus quoi savoir faire de notre victoire le lendemain, si on n'avait pas dit la vérité dans ce domaine.
C'est le deuxième point sur lequel je souhaite qu'on soit courageux.
Troisième thème : application loyale de ce qui a été offert aux pays d'Outremer, aux colonies d'hier.
Camarades, il faut y voir clair dans ce domaine et ne pas se payer de mots. Il y a quantité de gens qui s'imaginent que depuis le 28 Septembre, c'est réglé, qu'il n'y a plus de problème d'Outremer, qu'on a divisé les pays en deux : il y en a un, qui s'appelle la Guinée, qui a voté contre, et tous les autres, qui ont voté pour.
Dites-donc, nous sommes des Socialistes, nous sommes des politiques, nous ne sommes pas des fous ! Qui croit que c'est aussi simple, qui s'imagine que c'est terminé ?
Le problème est plus compliqué que cela, mais tout de même il se ramène à un certain nombre de notions sages.
Les pays qui, hier, furent colonisés, avec tout ce que cela comporte de mécontentements pour eux, par l'exploitation dont ils ont souffert, et de satisfactions pour eux parce qu'on leur a apporté, car il faut être juste à l'égard de la colonisation - combien de ces pays-là ne seraient pas ce qu'ils sont s'il n'y avait pas l'intervention d'un pays comme la France -, tendent vers un statut nouveau. Ils sont économiquement sous-développés. Souvent, quant à la masse des individus, intellectuellement sous-développés. Ils ont des élites, mais ces élites sont souvent coupées de la masse.
Ces pays sont lancée dans un mouvement irréversible, il n'est pas question de penser qu'on puisse le transformer, l'arrêter, faire un barrage, - un mouvement qui les amène à la gestion directe, avec certitude, et le problème qui se pose à nous, Socialistes, est le suivant :
Iront-ils à cela par des voies plus ou moins proches de la démocratie, par des voies qui fassent qu'ils respectent chez eux, entre eux, et qu'ils fassent respecter chez leurs voisins, la liberté, ou au contraire vont-ils tomber dans le piège bolchevique? L'Afrique va-t-elle devenir bolchevique dans les dix ans qui viennent ?
Voilà le problème qui se pose à vous, voilà le problème qui se pose à tout

Collection Jean Lacouture

camarade qui a le culot d'être candidat aux élections et auquel il faudra qu'il se fournisse à lui-même une réponse et sur lequel il faudra bien qu'il ait une opinion, face à des électeurs.
Si vous étiez un bourgeois français, si vous étiez un capitaliste français, vous auriez le droit de dire, comme M. Cartier ; "Mais, qu'est-ce qu'on f... encore dans ce pays-là ? Ça ne rapporte plus rien ! Qu'est-ce qu'on va f.... en Afrique ?" "Pourquoi y faire des investissements ? Pourquoi y envoyer des capitaux ? Ce n'est plus rentable !"
Il y a encore peut-être M. Péchiney qui peut se demander si, en allant dans tel ou tel pays, il trouvera les garanties suffisantes pour que cela dure assez longtemps, vingt ou vingt ans, le temps d'avoir amorti le capital investi et faire les bénéfices correspondants. Il y en a encore peut-être un certain nombre dans son cas, mais pas la nation française ! La nation française, si elle se plaçait du simple point de vue bourgeois et égoïste du profit devrait dire : "On f... le camp, on s'en va de partout ; plus rien à faire là-dedans !"
Mais, vous, nous, les Socialistes, on n'a pas le droit de tenir ce langage ! Jamais ! D'abord, parce que Socialistes et que notre rôle n'est pas de permettre à ces gens-là de tomber sous une nouvelle forme de colonialisme, colonialisme d'un nouvel Etat capitaliste, capitalisme d'Etat, l'Etat russe. On n'a pas le droit de permettre cela et, en plus, il y a une autre raison, qui est de sauvegarde, c'est que si nous permettions par notre folie politique que, demain, l'Afrique noire ou l'Afrique du Nord, puissent devenir des bastions du bolchevisme international, c'en serait fini des libertés en Europe.
Le grand rêve de Lénine serait réalisé par Khrouchtchev, qui l'a repris à son compte !
Voilà le problème que vous avez à envisager.
Peut-on répondre à cela ? Je dis, oui, oui, oui.
Il nous faut, avec courage, persévérer dans la voie tracée par nous. Ce sera l'un des plus grands titres d'orgueil, de fierté des membres du gouvernement que j'ai présidé, que d'avoir ouvert la voie, par la loi-cadre de Gaston Defferre, à ce qui a été continué après avec Jaquet et d'autres, et ce qui se fait maintenant n'est pas autre chose que la concrétisation dans la paix d'un rêve qui se serait réalisé dans la guerre si nous n'avions pas eu la loi-cadre.
C'est comme cela qu'il faut que vous voyez le problème, c'est un des thèmes sur lesquels vous devez vous battre : application loyale de la loi-cadre.
Algérie ! C'est le quatrième point.
Camarades, c'est probablement sur ce problème qu'il nous faudra être le plus grave et le plus sérieux.
Oh ! je sais bien que si nous étions des démagogues, que si nous étions des électoralistes, nous pourrions, à l'heure actuelle, tirer un profit presque incroyable sur le plan électoraliste de ce qui se passe dans les jours présents. Si j'étais sensible à l'orgueil - je ne suis pas un modeste, vous le savez bien -, mais si j'étais exagérément sensible à l'orgueil, je dirais qu'il n'y a pas de domaine dans lequel une justification de notre politique nous a été donnée plus totalement dons les quelques semaines que nous venons de vivre… (applaudissements)… Il

n’y en a pas.
Même le refus récent d’hier soir du FLN a confirmé aux yeux des imbéciles que c’était beaucoup plus dur qu’ils ne l’avaient cru et amène les gens à se demander : "Mais qu’est-ce que proposaient donc les autres puisque voilà maintenant Ferrat Abbas qui prétend que c’est moins, comme propositions, que celles des prédécesseurs", alors que nous avons entendu tel de nos anciens camarades affirmer avec outrecuidance que personne n’avait jamais jusqu’ici osé aller aussi loin !
Si je faisais ce péché d’orgueil, je vous dirais qu’à l’heure actuelle il y aurait vraiment de quoi monter sur la chaise. Mais ce n’est pas comme cela que je vous demande d’aborder le problème.
Vous savez, nous sommes un parti qui est probablement appelé à jouer un rôle définitif, fondamental dans la vie de la République, dans les années qui viennent. Alors, on n’a pas le droit de s’amuser à être des démagogues. Même quand on a envie de triompher, il nous faut être sérieux, il faut poser le problème aux gens comme il se pose et tel qu’il se pose.
Les choses vont moins mal en Algérie... moins mal, pas bien encore.
La partie sa gagne. Le référendum nous a apporté quelque chose qui vaut en soi, non pas tellement parce qu’on a dit, au référendum, le oui ou le non, mais par le fait qu’on a voté une défaite militaire pour les autres, par le fait qu’il était possible de voter, que demain il y aura des élections. Ce gouvernement veut qu’elles soient libres.
Le chef de gouvernement a, dans une lettre célèbre, et dans des directives jointes, donné des consignes. Je crois que vous avez tous tiré votre chapeau, ce soir-là. Je suis convaincu que vous avez tous dit "bravo !"
Mais je vais vous faire une confidence. Je sais que le chef du gouvernement est sans illusion. Il ne pense pas que ce sera appliqué à 100%. Il craint qu’il y ait encore des abus. Il craint que ce ne soit pas encore tout à fait rentré dans l’ordre. Et quand je parle de lui, je dis : "Il craint." Quand je parle de moi je dis "Je suis sûr" ; ce n’est pas encore rentré tout à fait dans l’ordre. Je sais que cela va mieux, mais je sais qu’il y a en Algérie des gens qui, à l’heure actuelle, pensent que ce qu’on est en train de faire, c’est exactement le contraire de ce pourquoi ils avaient prétendu faire certain mouvement, et qui ne sont pas décidés à faciliter les choses.
Est-ce que cela peut se gagner ? Je dis : oui. Seulement, avoir des élus ! Je pense que nous en aurons de valables. Je pense que les conditions dans lesquelles on imposera que les élections se fassent permettront qu’une partie importante soit valable, mais je dis ma conviction personnelle - au risque de me la voir rejeter à la figure dans quelques mois par certains d’entre vous - ce ne sera pas partout valable ; il y a même le risque qu’une partie importante ne soit pas tout à fait valable. Et je dis que ce n’est pas le plus grave.
Il y aura 50 de nos représentants, Musulmans, d’origine musulmane. Je vais mettre, exprès, pour ne pas dire quelle est exactement le fond de ma pensée, les choses au pire. Je vais supposer que les 50 élus, à la fin du mois prochain, soient 50 "béni-oui-oui", 50 administratifs, 50 qui ont été choisis par les comités de

salut public. Je vais supposer cela - ce n'est pas vrai, je n'y crois pas -, et je dis que même dans ce cas-là, trois mois après, on en tirera le bénéfice. Parce que, quand les intéressés, au bout de trois mois, seront venus à Paris, j'aime mieux vous dire qu'ils ne seront plus des "béni-oui-oui".
Vous savez, dans les anciennes chambres, nous avons connu les administratifs ; dans l'ancienne assemblée algérienne, nous avons connu les administratifs. 54 administratifs ! 6 que j'ai considérés comme non administratifs. 54 et 6 cela fait 60. Et c'est parce qu'ils étaient 60 qu'ils ont signé le manifeste des 61, c'est-à-dire les 60 tous unis, plus 1 qu'ils ont été "piquer" chez les Européens. Je suis tranquille quand ces gens-là seront devenus des parlementaires, et surtout, mon propos vaut d'autant plus que je ne crois pas, moi, qu'ils seront tous les mal-élus, au contraire, j'ai confiance dans ce qui est en train de se faire faire. Nous sommes en train de gagner, nous allons avoir des interlocuteurs. Le FLN vient de faire une faute invraisemblable sur le plan psychologique, une faute folle, ce qui prouve qu'ils sont divisés, que certains d'entre eux, les durs, l'ont emporté sur ceux qui ont conscience de la situation ; Des gens du MNA sont prêts à aller à la candidature ; certains vont y aller. Là-bas, sur place, des hommes libéraux vont être candidats. Et il va peu à peu se dégager, en Algérie, des interlocuteurs avec lesquels le gouvernement, animé de l'esprit qui anime celui-ci - dont je souhaite que cela ne change pas -, un gouvernement pourra, demain, établir un statut nouveau pour l'Algérie.
Camarades, cela se gagne, cela se gagne. Cela se gagne, à une condition : c'est qu'on soit vigilant et qu'on ne se laisse aller, nous les Socialistes, à aucune forme de démagogie. Car il y en a deux possibles, et qui vont nous menacer dans les jours immédiats :
Vous allez avoir la menace de ceux qui disent : "Le FLN a dit "non", et l'armée est en train de résorber les rebelles (?) et tout le reste ; alors, on ne discute avec personne et on impose la loi de la force." Il faudra être contre cela.
Et il y en aura d'autres qui se diront : "Le FLN a dit "non" parce qu'on ne leur a pas encore proposé assez. Voulez-vous que nous discutions ensemble de ce qu'on va leur proposer la fois après." Il faudra que nous soyons, nous Socialistes, assez courageux pour dire : "Nous avons défini une politique humaine qui permet aux collectivités de là-bas de vivre au côte-à-côte. Nous nous y tenons, convaincus que dans un avenir que je dis proche maintenant, cette partie-là, on va la gagner."
Il y a des refus d'hier soir qui se transformeront probablement, dans un proche avenir, car les erreurs politiques, il est rare que des hommes politiques ne comprennent pas très vite qu'ils doivent les corriger.
Camarades, j'en aurai fini sur les problèmes qui, à l'heure actuelle, apparaissent comme d'actualité, si je ne pensais que nous ne serions pas le Parti Socialiste si nous ne mettions pas l'accent sur le cinquième et dernier point dont je veux parler, mais qui nous est peut-être particulier, et qui est essentiel : les problèmes économiques et sociaux.
Je vous demande de ne pas mettre là-dessus un accent tel que le reste s'efface. Je vous le demande parce que je ne crois pas que ce soit la préoccupation

immédiate et présente de ceux à qui nous nous adressons. Mais je vous demande d'y mettre plus que les gens ne le veulent actuellement, l'accent nécessaire.
Je m'explique. Si vous suiviez le courant, vous pourriez estimer : "Mais ce n'est pas le problème qui les touche le plus." Il n'y a pas de mouvement actuellement, il n'y a pas de tendance au mouvement sur le plan social. Mais il y a un mécontentement latent. Il n'y a pas de mouvement parce que les gens sont encore sous le coup de l'événement, qu'ils attendent, qu'ils espèrent, mais il y a une crainte et un mécontentement réel. Il n'est pas bon de l'ignorer.
Et puis, ce ne serait pas suffisant. Il y a des menaces réelles sur notre économie : le marché commun, dont je parlais, les menaces de rétention économiques, qui sont exactes, qui sont réelles, et un problème fondamental, fondamental, peu évoqué, mais dont je voudrais que les Socialistes soient les premiers à l'expliquer à ce pays (d'autres y ont pensé avant, on n'a pas le privilège d'y avoir pensé les premiers, mais peu l'ont fait comprendre) :
C'est que nous sommes en 1958. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que les gosses qui ont 20 ans ont été fabriqués en 1937, 1938, que nous allons arriver à partir de l'année prochaine à des générations creuses : les enfants faits en 1939, 1940, 1941, 1942, 1943 et 1944. Les générations creuses ! Il est possible que la rétention économique ne soit pas trop douloureuse à supporter parce que nous aurons les classes creuses. Il est possible que nous ayons même des problèmes militaires extraordinaires, parce que, pour avoir le même nombre d'hommes sous les drapeaux, on ne sait pas combien il faudra de mois de service.
Il faut que vous ayez tout cela présent à l'esprit, mais il faut que vous sachiez aussi que 4 ans après, c'est-à-dire à partir de 1964, 65, vous aurez des générations d'enfants devenus adultes, ayant 21 ans, cherchant du travail, qui seront double de celles que nous connaissons aujourd'hui. Il faut que vous sachiez qu'il va falloir trouver en 10 ans, dans les 10 ans qui viennent, plus de places au travail, en France, qu'il n'en a été trouvé dans les 50 dernières années. Il faut que vous sachiez cela. Il faut que vous demandiez si le rôle des Socialistes n'est pas de penser ce problème, c'est-à-dire de voir sur le plan économique, non pas seulement la défense du bifteck quotidien - ce qui est important, ce que je ne diminue pas - mais l'organisation de la société de demain, l'organisation de cette France grandie démographiquement.
Vous savez, j'entends quelquefois, avec quelque angoisse, les thuriféraires du gouvernement actuel utiliser, dans leur argumentation, le fait que la démographie française est ascendante, qu'on a fait des enfants dans des conditions telles qu'on devient un grand pays.
Nous n'avons pas de réponses encore prêtes. Des camarades ont fort bien travaillé. Les Commissions économiques du Parti ont fait un travail solide. Les camarades ont été les premiers à poser le problème, mais enfin, ils n'ont pas encore fourni, ni les uns, ni les autres, les réponses complètes à tous ces problèmes. Il faut que nous les posions à l'opinion publique. Il faut que nous disions à l'opinion publique comment le problème va se poser dans quelques années. C'est comme cela qu'à mon avis se présente notre chance.

Et enfin, le dernier problème que je vais évoquer devant vous, ce n'est plus une question de programme, je viens de débattre le programme pendant un moment, c'est la question de notre attitude électorale, politique, de ce qui souvent a plus d'importance dans la bataille politique : les électeurs, dans ces périodes, se demandent davantage, souvent, avec qui l'on est et contre qui l'on est, comment se font les désistements, pour qui on se retire, contre qui on se maintient.
La première question qui nous sera posée à tous, c'est l'attitude à l'égard du premier personnage du gouvernement à l'heure qu'il est : le général de Gaulle.
Je voudrais que tous, quelle qu'ait été notre attitude hier, nous ayons là, dans ce domaine, une attitude correcte, digne du Parti. Je regrette quand quelquefois j'entends certains se clamer gaullistes, se proclamer gaullistes de droite ou de gauche. De droite, c'est rare qu'ils le disent, mais de gauche, c'est fréquent qu'ils l'affirment. Ce n'est pas bon. Qu'ils s'en aillent dire qu'ils sont des Socialistes, si c'est vrai qu'ils le sont, et qu'ils constatent que dans l'immédiat ils sont d'accord avec le général de Gaulle sur tel ou tel problème, et qu'ils sont prêts à le soutenir sur telle ou telle question, mais qu'ils ne s'affirment pas d'accord comme partisans du soutien conditionnel à tel ou tel homme.
Inversement, je voudrais demander à ceux - dont je respecte la conviction - qui hier ont eu peur, ont craint, qui ont peut-être encore des raisons de craindre, de ne pas faire une opposition systématique. Camarades, on ne doit pas, quand on est Socialiste, être gaulliste ou antigaulliste, on doit être Socialiste, on doit constater qu'à telle et telle période un membre de notre Parti ou un sans-parti qui s'appelle de Gaulle aujourd'hui, qui s'appelait Mendès hier, qui s'appellera Tartempion demain, joue un rôle dans la nation, a mérité la confiance de la nation, a agi conformément aux engagements qu'il avait pris, on lui fait confiance pour ce qu'il fait. Mais ne vous comptez pas comme cela. Je voudrais que dans la prochaine bataille électorale ce soit un élément qui joue pour les Socialistes aussi peu que possible, et qu'on n'aille pas se targuer, les uns les autres, de telle ou telle action, de telle ou telle position.
Ensuite, alors, par rapport à des tiers.
Des Communistes, j'ai tout à l'heure dit ce qu'à mon avis devait être notre comportement.
La Droite ! Bien, on est gâté. Il m'est arrivé de dire, à une certaine période de l'année dernière, une conviction profonde : c'est qu'elle était la plus bête du monde. Ce ne sont pas les événements récents qui m'ont fait changer d'avis. (Applaudissements)
Quand je vois le comportement de M. Duchet à notre égard, je suis obligé de plaider auprès de ses amis - que je n'ai pas payé - que c'est spontanément qu'il a fait cela... (rires)... Et c'est vrai, je vous jure que ce n'est pas du tout par affection, par amitié ou par estime qu'il a ce comportement. Je devrais m'en féliciter. Nous ne sommes pas un parti très riche, et quand on voit notre publicité faite par les autres, c'est tout de même sympathique, c'est au moins une économie. Et pourtant, je dois dire que je regrette et que je souffre de cette attitude de la Droite française Sur le plan électoral, elle peut nous servir. Sur le fond, elle est dramatique, dramatique. Monsieur Duchet serait un salarié du Parti

Communiste qu'il s'agirait pas autrement.
(Applaudissements)
Ils sont en train de préparer pour 1963/64 une victoire "coco" qui sera monstrueuse. Ces gens sont des fous ou des criminels. C'est quelque chose d'invraisemblable que la petitesse d'esprit avec laquelle ils abordent l'événement, incapables de voir au-delà du profit immédiat. Pour M. Duchet, les Communistes sont battus, c'est pas difficile, c'est vrai. Il y a un scrutin majoritaire. Qui dit scrutin majoritaire dit coalition. Qui dit coalition aujourd'hui dit coalition anti-communiste dans la majorité des cas. Donc il y a une partie de la nation qui va perdre sa représentation. Donc la majorité de l'Assemblée et de la représentation va glisser à droite. "J'ai ma chance, dit Duchet, et en tous cas de rester patron du groupe des Indépendants." Cela ne va pas au-delà de cela, sans se demander, si, à éliminer des représentants de la classe ouvrière, il n'y aura pas, dans les deux ou trois ans qui viennent, des gens qui se diront : "Mais, si on était tous ensemble, est-ce qu'on ne pourrait pas ?…"
Et, le problème posé, que de fois il risquerait d'être résolu sous la forme la plus primaire, sans se rendre compte de ce que représentent aujourd'hui dans notre pays les représentants, les dirigeants du Parti Communiste, sans se rendre compte de ce qu'il n'y a plus de Parti Communiste en France mais uniquement une succursale du Parti Communiste russe !
A ce moment-là, le problème peut se poser. Et quand on pense que ce sont des représentants de ce qu'on dit être "l'élite de la Droite française" qui font cela, je dis que c'est dramatique.
Seulement, cela, ce n'est pas un thème de réunion publique. Quand vous aurez défendu devant une réunion publique que Monsieur Duchet est un imbécile parce qu'il soutient qu'il faut éliminer les Socialistes, hélas, trop d'électeurs penseront que c'est parce qu'il soutient qu'il faut éliminer les Socialistes, et ils penseront que ce n'est pas vrai en valeur absolue.
Il vous faut, camarades, aborder cette campagne, bien sûr, avec la volonté d'enlever des sièges. Il vous faut l'aborder surtout plus encore avec la volonté de mieux faire connaître le Parti. Nos anciens expliquaient toujours qu'une campagne électorale on la menait pour enlever des élus quand on pouvait, pour éliminer certains adversaires quand on pouvait, et plus encore pour faire connaître notre pensée. Je souhaite que tous vous envoyiez autour de vous vos camarades à la bataille sur cette donnée : faire connaître ce que l'on est. Ce pays nous ignore. Ce pays s'est fabriqué une image déformée de la pensée socialiste. On vous colle des étiquettes de Léninistes, ici, de Marxistes, là. Ils ne savent pas ce que veulent dire chacun de ces mots qu'on utilise.
Allez donner une image vraie de ce qu'est notre pensée, en pensant aux victoires de demain, en pensant beaucoup plus au Parti du lendemain, en pensant beaucoup plus à ce qu'on va pouvoir, ensemble, fabriquer pour les années qui viennent. Je suis d'une ambition folle pour le Parti. Je suis convaincu que si l'on était capable de franchir l'étape qu'on vient de franchir, de faire que la liberté fût maintenue dans ce pays, ce n'est pas seulement pour la maintenir, mais pour la transformer. Je suis sûr, camarades, qu'on peut aller à ces victoires-là à une

seule et dernière condition : c'est que vous n'y alliez pas sur la défensive, c'est que vous n'y alliez pas en chiens plus ou moins battus, c'est que vous n'y alliez pas en expliquant pourquoi vous avez fait ci et fait cela, c'est que vous y alliez fiers, glorieux… (applaudissements)… C'est que vous y alliez vainqueurs déjà, parce que vous allez gagner.
(Applaudissements)

Le président - Nous venons de faire une des plus brillantes répétitions générales des réunions électorales que le Parti va avoir à faire aux millions d'électeurs du pays.
Je vais essayer, à mon tour, de m'adresser en tant que président de séance à un auditoire à la fois redoutable et compétent, et je vais demander si des camarades ont des questions à poser ; notre orateur y répondra.
Quelques camarades ont-ils des questions à poser ?

M. Lavergive (Côte d'Or)

Mes chers camarades, il est bien entendu, je crois que Guy Mollet l'a dit, que nous apportons ici nos opinions personnelles. Donc, je n'ai pas à me justifier d'un mandat pour les opinions que je vais émettre. Je vous demande toutefois la permission de me tromper, parce qu'après l'intervention du camarade Guy Mollet, ce sont des questions d'un aspect un peu nouveau qui nous sont posées.
Je dois dire cependant que ce matin, après avoir entendu diverses interventions, et notamment celle de notre camarade de la Haute-Loire, j'étais un peu inquiet, car ce qu'il nous avait dit semblait nous faire croire qu'en effet, maintenant que le référendum est acquis, le plus difficile était fait. Je crois que sur ce point Guy Mollet a rétabli un peu la situation. Je pense à la manière dont la campagne a été faite dans le Parti. Ce qui m'a beaucoup frappé, c'est que dans deux articles, notamment, on a dit : "Si nous votons oui, et après ?", dans l'un, alors que dans l'autre on a répondu (et c'est peut-être l'inverse, on a peut-être posé cette question après) : "Cet après, il est là maintenant." Et maintenant, il est certain que le difficile commence.
Vous avez déjà bien vu les méchants, les méchants du Parti Communiste, dans leur dernière motion, qui ne comporte d'ailleurs pas autre chose que cette méchanceté, qui demandent si le Parti n'est pas décidé à poursuivre la néfaste politique du passé. Et le difficile, justement, c'est de montrer que nous ne voulons pas poursuivre cette néfaste politique du passé. Et alors, il faut donner l'impression qu'il y aura un renouveau du Parti. Et donner un renouveau du Parti ce n'est pas si facile que cela, camarades.
Si l'intervention de Guy Mollet n'avait pas été faite, tout à l'heure, qu'aurais-je fait quand j'ai trouvé ce dépliant, ce matin ? Je me suis dit : "Non", après avoir reçu les tracts de "fichier-documentation" où il y a une liste épouvantable de ce qui s'est déroulé depuis la Libération, où nous passons tous les problèmes en revue pour pouvoir répondre à une interrupteur qui viendrait dans la salle que nous connaissons le point de vue des anciens combattants, des fonctionnaires, etc.

Mais il y a une autre chose qui m'a fait songer à ceci : c'est que la condamnation, camarades, qui a été portée par le "oui" du référendum, c'est une condamnation vaste, c'est une condamnation totale, dans laquelle le gouvernement, que nous le voulions ou pas, le gouvernement socialiste a été mêlé, mélangé. Et alors, quand dans un tract comme celui-ci on compare 1936 et 1956, eh bien, puisque nous sommes entre nous, je vous dirai : "Non, 1956 ne fait pas le poids."

Cela ne fait pas le poids. Cela ne fait pas le poids comme valeur potentielle, valeur d'ouverture socialiste, comme valeur émancipatrice. Ce qui fait le poids, c'est peut-être de penser à l'avenir, comme le disait Guy Mollet tout à l'heure. Mais, cette campagne dont on nous a donné les éléments jusqu'à présent, je vous dis "non", et je suis soulagé que cette intervention de Guy Mollet ait eu lieu à ce moment-là.

Il y a un autre "après", et qui se pose un peu à tout le monde. C'est : "Et après de Gaulle ?" Nous sommes peut-être les seuls, au Parti Socialiste, à pouvoir y répondre, et nous ne pouvons y répondre, justement, qu'en regardant l'avenir et en prenant le problème de très haut. Et il n'y a que nous qui pouvons regarder l'avenir, car les mendésistes, maintenant, à ce sujet, ne le peuvent pas, et les Communistes non plus, alors que les Soviets sont morts en Russie et que l'Etat soviétique apparaît aux yeux de tout le monde comme un Etat tout à fait quelconque.

Mais alors, le renouveau du Parti ? Et c'est la cause de mon intervention, car je ne sais pas s'il n'y a pas un danger, je ne sais pas si j'ai mal compris, mais je craindrais que beaucoup comprennent mal le premier problème qu'a traité Guy Mollet, je veux dire celui du rappel que nous pourrions faire au Parti d'hommes qui ont déjà une foi. Pour ma part je dois en effet croire que s'il y a un renouveau du Parti il doit consister à rallier qui ? A rallier les ouvriers qui nous manquent ? Je ne suis pas d'une grosse fédération, et je n'étais pas d'une grosse fédération non plus il y a un an et demi, puisque j'en ai changé, mais les ouvriers manquaient dans cette fédération, aussi bien dans celle du Bas-Rhin que dans celle de la Côte-d'Or, et les jeunes manquaient. Et nous avons les intellectuels qui venaient autrefois, et qui ne viennent plus.

Eh bien ! ces gens-là, nous devons les rallier, et ce ne sont pas des gens qui ont une foi. Je crois que nous devons rallier surtout des hommes qui n'ont pas ou qui n'ont plus de foi. Et, voyez-vous, ce ne sont pas des gens qui peuvent venir avec nous parce qu'ils ont déjà une foi, mais ce que nous devons, nous, donner, c'est quand même la foi socialiste, car, si nous sommes portés à réformer la structure économique et sociale, il faut tout de même qu'il y ait une foi en la possibilité d'abattre la structure économique et sociale existante et de pouvoir en bâtir une autre.

Si nous ne disons pas cela, comment voulez-vous que nous rallions des voix. Car, notre frontière pour rallier, elle n'est pas à droite ; la frontière pour rallier ces gens nouveaux, elle est à Gauche, dans les milieux cryptocommunistes, comme on les a appelés, qui sont aussi bien chez les jeunes, les intellectuels, chez les ouvriers syndiqués. Et ce n'est pas chez des hommes de foi qu'il faudra

surtout les rechercher, mais c'est en reprenant la foi socialiste.
Et je crois que là il y aurait peut-être un danger à aller dans le sens uniquement dans lequel Guy Mollet laissait aller tout à l'heure sa pensée.
À part cela, camarades, je crois, moi aussi, que la campagne ne doit pas seulement être en fonction d'élus possibles, mais qu'elle doit justement donner au Parti un rayonnement tel qu'il n'en a jamais eu depuis la Libération.

Le président - Personne ne demande plus la parole ?

M. Humberdot (Seine)

Mes chers camarades, nous allons à une bataille électorale qui est incontestablement la plus importante de toutes celles que le Parti aura menées depuis la Libération.
Je pense que tous sont d'accord avec les pensées profondes que notre camarade Guy Mollet a exposées tout à l'heure.
Seulement, une chose m'inquiète :
Depuis des années, dans le Parti, on fait notre propagande en partant du principe que nous représentons le Socialisme démocratique. Voyez-vous, mes chers camarades, c'est convenir, dans notre esprit, en employant ces termes, qu'il pourrait y avoir un autre Socialisme que le nôtre. Or, si nous sommes vraiment les Socialistes que nous sommes, il n'y a qu'un Socialisme : le nôtre. Et les autres sont des déformations que nous avons le tort - en accolant le mot "démocratique" au mot "Socialisme" qui se suffit à lui-même - d'accréditer dans l'esprit des masses, et souvent dans l'esprit de nos camarades, en semblant vouloir dire que d'autres peuvent être Socialistes autoritaires autrement.
Dans le temps, je m'excuse, nous parlions de la démocratie socialiste, il n'y a personne parmi nous qui puisse discuter sur ce terme : le Socialisme est seul, et entièrement démocratique. La démocratie socialiste, c'est ce que nous rêvions de voir venir un jour en application. Mais il ne faut pas laisser croire, comme certains camarades le pensent quand on lit des écrits à l'intérieur du Parti, que le Communisme pourrait être une sorte de Socialisme autoritaire.
Il faut donc absolument, dans les prochaines conférences, qu'Augustin Laurent et Guy Mollet avaient laissé, prévoir pour revoir les statuts et les exposés de motifs doctrinaux du Parti, que nous pensions à cela, mais il faut aussi que dans cette campagne électorale, croyez-moi, nous cessions d'employer ce mot et nous disions : "Nous sommes démocrates, pour la démocratie socialiste, parce que nous sommes Socialistes. Les autres ne sont pas des Socialistes, il n'y a que nous, il n'y a que chez nous que vous pourrez rencontrer le véritable Socialisme."
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Christian Pineau.

Fondation Jean-Jaurès

Christian Pineau

Camarades, je voudrais faire une très brève déclaration en réponse à notre camarade Guy Mollet.
Nous avons eu ce matin un Conseil national très bref. Nous avons eu cet après-midi une conférence d'information au cours de laquelle peu de camarades ont pris la parole.
Je voudrais qu'il soit parfaitement entendu entre nous - et que Guy Mollet en soit certain - qu'il ne saurait y avoir d'opposition systématique à l'intérieur d'un parti tel que le Parti Socialiste. Ceux qui ont choisi l'opposition systématique nous ont quittés, ceux qui n'en voulaient pas sont restés !
(Applaudissements)
Si nous n'apportons aujourd'hui aucune appréciation sur les événements dont certains nous ont réjouis, dont d'autres comme l'a dit Guy Mollet, nous laissent encore disons inquiets sur certaines perspectives d'avenir, c'est parce que nous pensons simplement que ce n'est pas du tout le moment d'évoquer des problèmes de cette nature.
Nous pensons que nous allons maintenant tous ensemble, dans une bataille extrêmement difficile. Nous nous sommes tous mis d'accord sur le programme du Parti Socialiste et c'est dans l'unité totale que nous devons livrer le combat des élections.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

En quelques mots très rapides je remercie d'abord Christian Pineau. Je me félicite de sa déclaration. Je dois dire que même s'il ne l'avait pas faite je suis convaincu qu'aucun camarade présent n'aurait pu douter. C'est bien certain que le Parti est uni comme il ne l'a pas été depuis longtemps. Je souhaite qu'il le reste, même lorsque demain nous aurons de nouvelles difficultés, ce que je n'annonce pas comme une prédiction, mais comme une possibilité.
Je voudrais dire aussi un mot rapide à Humberdot. Je vais lui faire un amical reproche en plaidant coupable. Ca doit être ma faute, j'ai oublié de lui envoyer mon bouquin ! Si je le lui avais envoyé, il se serait rendu compte qu'il enfonçait une porte ouverte car dans ce petit livre "Bilan et perspectives socialistes", j'ai longuement - et vous allez me pardonner de ne pas le faire maintenant aussi longuement - développé cette même idée en ne la prenant pas à mon compte mais en rendant à César ce qui est à Brac, c'est-à-dire en rappelant de vieux écrits de Brac qui, chaque fois qu'un des secrétaires, Georges Brutelle, à l'époque moi-même, laissait passer dans un document l'expression "Socialisme démocratique", nous envoyait immédiatement une lettre généralement de quatre pages dans laquelle il nous donnait d'abord une leçon de grammaire que je ma suis permis de refaire un jour à cette tribune avec quelque fatuité. J'expliquais en effet que dans les langues anglo-saxonnes, l'adjectif précède le nom. Quand

Fondation Jean Jaurès

on dit "Social-démocratie" social n'est qu'un adjectif, le substantif étant démocratie. Il faut donc traduire par démocratie socialiste, mais jamais par "Social-démocratie" ou par "Socialisme démocratique", ce qui sur le plan de la grammaire était une idiotie. Comme vous savez tous que notre Brac était un des meilleurs, si ce n'est le meilleur, linguistes, le meilleur philologue Français, c'est déjà un argument qui n'était pas sans valeur.
Il y ajoutait un argument politique qui était tout aussi évident : "Si vous acceptiez d'écrire, de dire : "Socialisme démocratique", ce serait obligatoirement accepter l'idée qu'il puisse exister un Socialisme non démocratique."
Que les "Hobreaux" aient cherché à accréditer cette légende, passe encore, mais que ce soit des camarades du Parti qui se permettent de le faire par inadvertance, c'est une erreur.
C'est une excellente démonstration, je remercie Humberdot de l'avoir faite de nouveau, je lui promets que s'il achète mon livre, je le lui dédicacerai !
(Applaudissements et rires.)
J'en viens maintenant à ce que nous a dit 1e camarade de la Côte-d'Or, et je vais répondre d'un mot rapide aussi.
Je crois qu'il y a un malentendu. Je le redoutais un peu. J'ai évoqué un problème terrible, un problème qui passionne. Je craignais que l'on puisse dire - comme il l'a dit - que Guy Mollet a invité les camarades du Parti à rallier les gens qui ont une foi. Je n'ai rien dit de pareil. Ce que j 'ai dit tend à demander que l'on fasse disparaître les faux barrages, ce n'est pas du tout pareil. Je ne demande pas qu'on aille les chercher. Je demande qu'on ne les empêche pas d'être des nôtres quand ils se sentent des nôtres pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les Socialistes, c'est tout autre chose !
Voyez-vous, camarades, je crois profondément que c'est un des plus grands problèmes qui sont posés au monde libre. C'est très, très compliqué. Il faudra qu'on analyse cela un jour. Cela ne tient pas à nous. Ne croyez pas que j'ai fait le procès du Parti. Cela tient beaucoup plus à l'Eglise dont je parle qu'à d'autres. Ce n'est pas une simple coïncidence. Voulez-vous remarquer que les pays dans lesquels le Parti Communiste est le plus puissant sont des pays à plus grande influence catholique ?
(Applaudissements)
Je l'ai évoqué le problème, je ne l'ai pas traité ! Voulez-vous remarquer par contre que dans la plupart des pays à majorité protestante, le problème se pose moins ? C'est à cause de la structure de l'Eglise, c'est parce qu'il y en a qui tendent à l'universalité et d'autres qui n'y tendent pas.
Mais ouvrons les portes, nous ! Montrons le genre de différence, et laissons-leur apparaître que la notion de l'opposition anti-religieuse est fausse, mais que nous restons anti-clérical lorsque l'Eglise se mêle de ce qui ne la regarde pas. Ne chassons pas le croyant lorsqu'il s'insère, parce qu'il est croyant. Disons-lui que ce qui l'empêche d'être des nôtres, c'est le rôle de l'Eglise et pas le sien.
Je n'ai rien dit d'autre, et déformer ma pensée serait dangereux. Celui qui vous parle est un laïque, convaincu de l'être resté profondément. Celui qui vous parle est aussi un tolérant qui respecte toutes les fois, toutes les convictions. Il dans sa

famille des représentants d'à peu près toutes les formes de foi et il est prêt à se battre n'importe quand pour leur permettre de pratiquer la foi à laquelle ils croient… (applaudissements)… Ce n'est rien d'autre.
Ce que je demande c'est que chacun de nous ait le même comportement. Mais ce n'est même pas cala, je m'exprime mal. Vous l'avez, ce comportement, il est en vous. Ce que je vous demande, c'est de la proclamer et de ne pas le laisser déformer par les faux laïques… (applaudissements)… Pensez un peu aux Hobreaux qui sont à côté de vous. Eux sont des cyniques. Eux sont capables n'importe quand d'appeler nos camarades spécialistes des problèmes de la laïcité - puisqu'hélas le problème veut qu'on ait des spécialistes dans ce domaine - pour les lancer à la guerre, à la lutte. Mais regardez-les, eux, dans leur comportement. Ils sont en contact permanent avec tous les représentants des fois, quelles qu'elles soient ! Ils cherchent à organiser la pénétration. Ils ont réussi huit fois sur dix à gagner, Vous avez à l'heure actuelle des équipes de Chrétiens progressistes qui sont pire que des Staliniens de meilleure obédience ! Ils ont réussi à pénétrer les maisons.
Ce que je vous demande c'est de vous poser le problème et que ça ne soit plus chez nous un tabou. C'est cela que je voudrais : qu'on ait la droit de parler de ce problème entre nous, et ne plus permettre qu'à aucun moment quelqu'un se lève et dise "Ah! non, la Laïcité - avec un L majuscule -", ce qui n'est plus de la laïcité mais du laïcisme mal compris...

Augustin Laurent - Au point de ton exposé, il faut inviter les camarades au Parti Socialiste français à prendre connaissance du nouveau programme de nos camarades autrichiens sur ce point-là.

Guy Mollet – Bravo ! Nos camarades autrichiens en effet viennent de faire là-dessus un travail solide, sérieux, et je vous assure qu'il ne s'agit pas de la moindre compromission, du moindre recul. Il est aux problèmes qui nous sont posé des solutions laïques, c'est-à-dira tolérables.
Ce que je vous demande, c'est de concevoir que nous n'avons pas le droit, nous, maintenant d'être des dupes. On a failli perdre la République, on a failli perdre nos libertés parce que tout d'un coup une masse de l'opinion - la majorité de l'opinion - n'a plus cru à ce que nous représentions les uns et les autres.
Un camarade vient de me faire passer cette note que je vous lis. Elle est d'ailleurs très belle. Elle évoque Jules Guesde. Je me croyais et je me savais guesdiste, je ne connaissais pas cette formule et je ne savais pas l'être à ce point. Je cite : Il dit :
"Le laïcisme des Radicaux ne sert qu'à cacher leur absence de programme social."
Jules Guesde parlait des Radicaux. Il montrait combien leur laïcisme ne cherche qu'à cacher leur absence de programme social. Nos camarades belges pourraient vous expliquer cela en long et en large !
Je ne le dis plus des Radicaux - non pas à cause des Radicaux mais de l'absence des Radicaux - je vous le dis surtout à cause des Bolcheviks.

Camarades, ne soyons plus dupes des faux problèmes. Il ne faut pas donner à celui-ci l'importance essentielle qu'il n'a pas. Mais je demande que nous commencions à faire mieux comprendre au pays, à travers des élections par lesquelles on va les toucher de plus près grâce au système qui a toutes sortes d'inconvénients mais qui a aussi cet avantage du système électoral d'arrondissement, ce qu'est la pensée socialiste.
On arrive parfois à avoir des élus, le plus souvent possible c'est ce qu'il faut, mais surtout il faut faire qu'il y ait des gens troublés, des gens qui se mettent à s'interroger sur notre compte.
Je vais terminer sur une petite histoire personnelle.
Depuis le dernier Congrès on a connu des incidents multiples. J'ai reçu beaucoup de courrier. Essayez d'imaginer ce que peut être le courrier d'un homme dont le pays a dit qu'il avait joué un certain rôle dans telle et telle occasion. Je suis impressionné, très profondément impressionné, du nombre de lettres, parfois maladroites, venant quelquefois d'éléments étonnants, de gens qui nous disent : "On ne vous connaissait pas, vous, les Socialistes." C'est cela, l'essentiel. Ils ne nous connaissaient qu'à travers ce que les autres en disaient, et les autres n'ont pas de raison de nous flatter !
Vous avez, camarades, une occasion de vous faire connaître, faites-le, et faites-le bien!
(Très vifs applaudissements)

Le président - Camarades, je vous remercie d'être restés cette après-midi très nombreux alors que vous pouviez vous croire libérés de toute obligation dès ce matin.
Je remercie en votre nom notre camarade Guy Mollet qui n'avait pas besoin d'excuser la caractère improvisé de son discours. Lui aussi traduit cette atmosphère de confiance à laquelle il faisait allusion, sans se cacher, et sans nous cacher les nombreuses difficultés que nous rencontrerons, mais que nous saurons surmonter par notre unité.
Bon vent au Parti dans son prochain combat électoral pour la liberté, la République et le Socialisme !
(Applaudissements)

La séance est levée à 16 heures 40.

Collection Jean Jaurès